

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200718]

**28 APRIL 2014.** — Decreet houdende instemming met het aanhangsel bij het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie. — Erratum

De Nederlandse vertaling van 10° van paragraaf 3bis van artikel 6 van het aanhangsel als bijlage bij bovenvermeld decreet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 2014, op bladzijde 56162, dient als volgt te worden gelezen :

« een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij, waarbij de verzekeringspolis de schade dekt die door de leerling berokkend wordt aan derden van het bedrijf bij wie hij een opleiding volgt; ».

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200719]

**20 MARS 2014.** — Arrêté du Gouvernement wallon établissant le modèle de contrat de formation alternée tel que prévu par le décret du 20 février 2014 relatif à la formation alternée pour les demandeurs d'emploi et modifiant le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant. — Erratum

La traduction néerlandaise du 7<sup>e</sup> tiret du premier alinéa de l'annexe 2 de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 9 avril 2014, à la page 30536, doit se lire comme suit :

« een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van de schade die door de begunstigde berokkend wordt aan derden van de werkgever bij wie hij een opleiding volgt; ».

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200719]

**20 MAART 2014.** — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van het model van overeenkomst inzake alternerende opleiding zoals bepaald bij het decreet van 20 februari 2014 betreffende de alternerende opleiding voor werkzoekenden en tot wijziging van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien. — Erratum

De Nederlandse vertaling van het zevende streepje van het eerste lid van bijlage 2 bij bovenbedoeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 april 2015, op blz. 30536, dient als volgt te worden gelezen :

« een verzekeringsovereenkomst "burgerlijke aansprakelijkheid" sluiten bij een erkende verzekeringsmaatschappij ter dekking van de schade die door de begunstigde berokkend wordt aan derden van de werkgever bij wie hij een opleiding volgt; ».

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31101]

**24 AVRIL 2014.** — Décret portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons et promulguons ce qui suit :

TITRE I<sup>er</sup>. — *Objet, définitions et champs d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° Services du Collège : l'Administration du Collège de la Commission communautaire française;

2° Assemblée : l'Assemblée de la Commission communautaire française;

3° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

4° Service administratif à comptabilité autonome : service dont la gestion et la comptabilité sont séparées par une loi ou un décret de celles des Services du Collège, sans que la personnalité juridique ne lui soit accordée et qui dispose d'une comptabilité et d'une trésorerie autonome;

5° Organisme administratif public : organisme d'administration publique doté de la personnalité juridique, répartis entre

– les organismes à gestion ministérielle, soumis directement à l'autorité du Collège auquel sont confiés les pouvoirs de gestion;

– les organismes à gestion autonome, bénéficiant d'une autonomie organique, sans préjudice des pouvoirs de tutelle et de contrôle du Collège;

6° Classification économique : classification des recettes et des dépenses budgétaires en fonction des critères macro-économiques permettant de délivrer à l'Institut des comptes nationaux les données nécessaires à la réalisation de ses missions, en particulier celles d'information sur les budgets et son exécution vis-à-vis d'Eurostat. Cette classification suit la classification du système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), lequel définit les normes comptables visant à une description quantitative cohérente, fiable et comparable des économies des Etats membres de l'Union européenne. Il s'agit d'un code à quatre chiffres;

7° Classification fonctionnelle : classification internationale des fonctions publiques dénommée COFOG, élaboré par l'ONU, l'OCDE et Eurostat. Il s'agit d'un ensemble de codes à cinq chiffres qui classe les dépenses selon la fonction ou l'objectif socio-économique de la dépense;

8° Division organique : subdivision du budget qui regroupe les programmes concourant à la réalisation d'une politique définie;

9° Programme : subdivision du budget reprenant les crédits destinés au financement d'une activité ou d'un ensemble cohérent d'activités spécifiques permettant de rencontrer un ou plusieurs objectifs de la politique assignée à la division organique;

10° Activité : subdivision du budget reprenant l'action concrète menée en vue d'atteindre des objectifs définis;

11° Unité comptable : les Services du Collège, les Services administratifs à comptabilité autonome ou les Organismes administratifs publics, ainsi que les institutions relevant de l'enseignement public dont la Commission communautaire française constitue le pouvoir organisateur;

12° Ordonnateur : le Collège ou l'autorité compétente désignée par lui et habilitée :

– à constater les droits à la charge des tiers et à donner l'ordre de leur recouvrement;

– dans la limite des crédits autorisés et disponibles, à engager et à liquider toute dépense imputable au budget ainsi qu'à émettre l'ordre de paiement;

13° Comptable : tout agent chargé d'un maniement de deniers est constitué comptable par le seul fait de la remise des dits fonds;

14° Entité francophone bruxelloise : l'entité formée par les Services du Collège, les Services administratifs à comptabilité autonome au sens du Titre IX du présent décret et les Organismes administratifs publics au sens du Titre X du présent décret qui sont repris sous le code 13.12, rubrique « Administrations d'Etats fédérés », du Système européen des comptes nationaux et régionaux contenu dans le Règlement (CE) n° 549/2013 du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen de comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne;

15° TFUE : Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne;

16° Traité : Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire : le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, la République Italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la Hongrie, Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République Portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République Slovaque, la République de Finlande et le Royaume de Suède, fait à Bruxelles le 2 mars 2012;

17° Stratégie Europe 2020 : les cinq objectifs définis par le Conseil européen lors de sa réunion des 24 et 25 mars 2011, visant à stimuler une croissance qui soit intelligente, en investissant de façon plus efficace dans l'éducation, la recherche et l'innovation; durable, en donnant la priorité à une économie à faibles émissions de carbone et une industrie compétitive; et inclusive, en mettant clairement l'accent sur la création d'emplois et la réduction de la pauvreté;

18° écart important : écart par rapport à l'objectif budgétaire à moyen terme ou par rapport à la trajectoire d'ajustement appropriée en vue de la réalisation de cet objectif, considéré comme important en application de critères nationaux et/ou en application de l'article 6, point 3 du Règlement (CE) n° 1466/97;

19° Circonstances exceptionnelles : au sens de l'article 2, point 2 du Règlement (CE) n° 1467/97, des faits inhabituels indépendants de la volonté de la partie contractante concernée et ayant des effets sensibles sur la situation financière des administrations publiques ou des périodes de grave récession économique telles que visées dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, pour autant que l'écart temporaire de la partie contractante concernée ne mette pas en péril sa soutenabilité budgétaire à moyen terme;

20° Coefficient de Gini : le coefficient de Gini est une mesure statistique de la dispersion d'une distribution dans une population donnée, développée par le statisticien italien Corrado Gini. Le coefficient de Gini se calcule par rapport à la fonction qui associe à chaque part de la population ordonnée par revenu croissant, la part que représentent ses revenus. Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite et 1 signifie l'inégalité totale.

**Art. 3.** Le présent décret est applicable à l'Entité francophone bruxelloise.

## TITRE II. — Dispositions relatives au budget

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les recettes et les dépenses, afférentes à chaque année budgétaire, sont estimées et autorisées par un décret annuel.

§ 2. Conformément à l'article 3, alinéa 2, de la Loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, l'année budgétaire commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

§ 3. Toutes les recettes et toutes les dépenses doivent figurer dans un document unique ou, pour le moins, être présentées simultanément au vote de l'Assemblée.

§ 4. L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses.

§ 5. Le budget et les comptes font l'objet de publications parlementaires et d'une discussion publique à l'Assemblée, puis ils sont votés, promulgués et publiés au *Moniteur belge*.

§ 6. Les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité doivent être respectés lors de l'établissement et de l'exécution du budget.

Le principe d'économie prescrit que les moyens mis en œuvre par l'Entité francophone bruxelloise en vue de la réalisation de ses objectifs soient rendus disponibles en temps utiles, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix.

Le principe d'efficacité vise le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus.

Le principe d'efficacité vise l'atteinte des objectifs spécifiques fixés et l'obtention des résultats escomptés.

Les principes d'efficacité et d'efficacité guident l'évaluation des politiques publiques, sous l'angle budgétaire.

Ces principes sont entendus comme le principe de bonne gestion financière.

§ 7. Le budget est établi, exécuté et fait l'objet d'une reddition de comptes dans le respect du principe de transparence des finances publiques.

Le principe de transparence des finances publiques vise à faire connaître ouvertement au public les activités budgétaires passées, présentes et futures, ainsi que la structure et les fonctions des organes gouvernementaux qui déterminent la politique et les résultats budgétaires.

§ 8. Le principe de la spécialité budgétaire s'applique au Budget de l'Entité francophone bruxelloise. Le principe de la spécialité budgétaire couvre trois niveaux : la spécialité légale au niveau des programmes, la spécialité économique au niveau des groupes principaux de nature et la spécialité administrative au niveau des allocations de base.

## CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses*

**Art. 5.** Le budget prévoit et autorise toutes les opérations donnant lieu à un dénouement financier, réalisées pour compte propre avec des tiers.

Il comprend :

1° en recettes, l'estimation des droits constatés pendant l'année budgétaire;

2° en dépenses :

a) les crédits d'engagements à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes, dont les effets s'étendent sur plusieurs années, à concurrence des sommes exigibles pendant l'année budgétaire.

Par obligations récurrentes, il y a lieu d'entendre les dépenses dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci;

b) les crédits de liquidation à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement ou simultanément engagées.

Sans préjudice d'autres classifications budgétaires, les estimations des recettes et des dépenses sont ventilées conformément à la classification économique.

**Art. 6.** Conformément à l'article 4, alinéa 4, de la Loi du 16 mai 2003 précitée et par dérogation à l'article 5, 2°, b), le budget peut prévoir que, pour les dépenses qu'il désigne, les crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées, sont non limitatifs.

**Art. 7.** Les crédits d'engagement et de liquidation disponibles à la fin de l'année budgétaire tombent en annulation.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 4, § 5, et à l'article 7, un décret organique peut créer des fonds budgétaires en affectant à des dépenses, dont il définit l'objet, certaines recettes encaissées au budget des voies et moyens.

A cette fin, il est ouvert un compte par fonds budgétaire auprès du caissier sur lequel sont centralisées les recettes affectées en vue d'effectuer les dépenses à charge des crédits liés aux allocations de base ouvertes à cet effet dans le budget général des dépenses.

Les fonds budgétaires ne peuvent pas être alimentés par des crédits du budget général des dépenses.

Il ne peut être pris d'engagement, ni de liquidation à charge d'une allocation de base au-delà des recettes disponibles dans le fonds.

§ 2. Les recettes affectées sont ventilées sur les allocations de base, liées au fonds budgétaire, du budget général des dépenses sur la base d'une clé de répartition fixée par l'ordonnateur compétent.

Elles sont disponibles sur ces allocations de base pour engagements et liquidations.

Dès le début de l'année budgétaire, les recettes disponibles reportées sont ventilées sur les allocations de base, liées au fonds budgétaire, du budget général des dépenses selon la clé de répartition fixée par l'ordonnateur compétent.

Dès le début de l'année budgétaire, les recettes disponibles reportées à charge desquelles des liquidations n'ont pas encore été effectuées, peuvent être utilisés pour de nouvelles liquidations.

§ 3. Dans les limites des montants des crédits inscrits sur les allocations de base liées au fonds budgétaire dans le budget général des dépenses, les crédits d'engagement et les crédits de liquidation disponibles, afférents à chaque fonds budgétaire, varient en fonction des montants réellement encaissés des recettes affectées.

Dans le budget général des dépenses, ces crédits peuvent être augmentés des sommes disponibles sur le fonds budgétaire à la fin de l'année budgétaire précédente et sont utilisables dès le début de l'année budgétaire.

Le montant des engagements réduits ou annulés des fonds budgétaires est restitué aux recettes disponibles.

CHAPITRE III. — *Présentation et vote du budget*

**Art. 9.** Chaque année, l'Assemblée, sur proposition du Collège, vote le budget par programme.

**Art. 10.** Le Collège prend toutes les mesures indispensables à l'élaboration du budget.

Il élabore les projets de décret budgétaire et les amendements d'initiative du Collège à ces projets.

**Art. 11.** Le projet de décret budgétaire comprend :

1° le projet de budget des voies et moyens;

2° le projet de budget général des dépenses;

3° un exposé général relatif aux dits projets;

4° les justifications du budget des voies et moyens, composées de notes précisant les hypothèses retenues qui ont présidé à l'estimation des droits constatés;

5° les justifications du budget général des dépenses, composées, d'une part, de notes exposant précisément par division et par programme les projets du Collège et d'autre part, de plans pluriannuels de liquidation et de programmes physiques pluriannuels en ce qui concerne les investissements.

Le projet de budget général des dépenses contient la note de genre visée à l'article 2 du Décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.

**Art. 12.** Le Collège dépose à l'Assemblée, au plus tard le 15 octobre de l'année qui précède l'année budgétaire, le projet de décret budgétaire.

**Art. 13.** Le budget des voies et moyens est approuvé par l'Assemblée au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Le budget général des dépenses est approuvé par l'Assemblée au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède l'année budgétaire.

Le vote du budget des voies et moyens intervient avant le vote du budget général des dépenses.

**Art. 14.** Au moins une fois par an, il est procédé à un examen budgétaire sur la base des objectifs du budget, en vue d'ajuster éventuellement le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses.

Le cas échéant, des projets d'ajustements sont déposés à l'Assemblée et doivent être votés au plus tard le 31 décembre de l'année budgétaire en cours.

**Art. 15.** Le Collège arrête la structure du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses.

Les montants inscrits aux allocations de base sont exprimés en milliers d'euros.

**Art. 16.** Le budget des voies et moyens contient l'estimation des droits constatés au cours de l'année budgétaire des services du Collège.

Les estimations des recettes afférentes aux programmes sont ventilées en articles budgétaires conformément à la classification économique.

Sans préjudice d'autres classifications, les articles budgétaires sont également codifiés selon la classification fonctionnelle.

**Art. 17.** Le budget général des dépenses prévoit et autorise les dépenses par programme.

Les crédits afférents aux programmes distinguent les moyens budgétaires par activités, selon leur destination, et par groupe principal de nature, selon la classification économique.

Les crédits afférents aux programmes sont ventilés en allocations de base conformément à la classification économique.

Sans préjudice d'autres classifications, les allocations de base sont également codifiées selon la classification fonctionnelle.

**Art. 18.** La dimension de genre sera intégrée dans le processus budgétaire afin de contribuer au renforcement de l'égalité entre hommes et femmes.

Conformément à l'article 2, alinéa 3 du Décret du 21 juin 2013 précité, le Collège déterminera les modalités d'application de cette intégration dans toutes les phases du cycle budgétaire.

**Art. 19.** Le budget général des dépenses définit, s'il y a lieu, les conditions relatives aux dépenses.

A défaut d'une disposition reprise dans une loi ou un décret organique, il est prévu, dans le budget général des dépenses, que le Collège est autorisé à octroyer les subsides facultatifs inscrits expressément à charge des allocations de base figurant dans le tableau budgétaire et dont le code économique correspond à un transfert de revenus ou de capital sous forme de subside.

Les subsides sont octroyés aux conditions fixées par le Collège.

**Art. 20.** L'exposé général du budget contient notamment :

1° l'analyse et la synthèse du budget;

2° un rapport socio-économique, contenant les données macro-économiques pertinentes en vue de la confection budgétaire ainsi que des données présentant l'état de développement socio-économique des personnes qui fréquentent les institutions relevant de la compétence de la Commission communautaire française;

3° un rapport financier, qui comprend notamment un rapport sur la dette et la trésorerie;

4° un rapport sur l'utilisation des crédits qui ont permis de financer les axes fondamentaux de la politique gouvernementale pour la durée de la législature;

5° un rapport sur l'état du patrimoine immobilier de la Commission communautaire française et des Organismes publics administratifs dépendant d'elle;

6° en ce qui concerne les recettes, l'estimation des montants qui seront perçus pendant l'année budgétaire;

7° en ce qui concerne les dépenses, l'estimation des paiements, par programme, pendant l'année budgétaire.

**Art. 21.** L'exposé général du premier projet de décret contenant le budget, déposé après la prestation de serment des membres du Collège suite à des élections législatives contient également :

1° les objectifs budgétaires projetés durant la législature et les paramètres qui les sous-tendent, ainsi que la stratégie envisagée pour atteindre ces objectifs;

2° des notes d'orientation qui établissent la corrélation entre les objectifs budgétaires visés au 1° et les axes fondamentaux de la politique gouvernementale pour la durée de la législature.

Les différentes notes d'orientation doivent s'inscrire dans le cadre des objectifs budgétaires fixés;

3° une projection budgétaire pluriannuelle est établie grâce aux notes d'orientation visées au point 2° du même article. Cette projection pluriannuelle traduit les principales options politiques définies dans une perspective pluriannuelle et fournit une estimation de l'évolution budgétaire pour chacune des années de la législature;

4° une projection, en engagement et en ordonnancement, des investissements envisagés sur la durée de la législature est établie, que les investissements découlent d'engagements antérieurs ou non. Cette projection sera accompagnée d'une note de synthèse reprenant les investissements envisagés et les effets sociaux et environnementaux attendus de ceux-ci;

5° l'identification d'au moins une politique publique pour lesquels un dispositif d'évaluation sera mis en œuvre pendant toute la législature. L'exposé des motifs contient également une présentation des outils de pilotage, et donc le dispositif d'évaluation mis en œuvre.

**Art. 22.** Lorsque l'objectif budgétaire annuel ou pluriannuel risque de ne pas être atteint, le Collège présente à l'Assemblée les mesures d'ajustement.

Lorsque le Collège prend des mesures temporaires limitant les engagements dans l'attente de l'ajustement du budget, ces mesures temporaires sont communiquées à l'Assemblée et à la Cour des comptes.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions réglant l'absence ou l'insuffisance de crédits*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Absence de crédits*

**Art. 23.** S'il apparaît que le budget général des dépenses ne pourra être approuvé avant le début de l'année budgétaire, un décret ouvre les crédits provisoires nécessaires au fonctionnement des services administratifs et des Organismes administratifs publics visés par le présent décret et à valoir sur le budget de cette année budgétaire.

**Art. 24.** Le décret ouvrant des crédits provisoires fixe la période à laquelle ces crédits se rapportent.

La période pour laquelle des crédits d'engagements et de liquidation sont alloués ne peut excéder quatre mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent qu'ils le soient pour une période d'une durée supérieure.

**Art. 25.** Les crédits provisoires sont calculés sur la base des crédits correspondants du dernier budget général des dépenses qui a été approuvé.

Les crédits provisoires ne peuvent être affectés à des dépenses d'une nature nouvelle non autorisées antérieurement par le législateur.

Sauf dispositions particulières des décrets ouvrant des crédits provisoires, les dépenses ne pourront dépasser le montant des crédits par programme du dernier budget qui a été approuvé et ce, proportionnellement à la période à laquelle ces crédits provisoires se rapportent.

**Art. 26.** Dès le premier jour du mois suivant l'approbation du budget général des dépenses par l'Assemblée, les effets des décrets ouvrant des crédits provisoires cessent immédiatement et les dépenses exposées depuis le début de l'année budgétaire sont imputées à la charge des crédits du budget approuvé.

##### *Section 2. — Insuffisance de crédits*

**Art. 27.** Sans préjudice de l'article 6, le Collège ne peut ni engager ni liquider une dépense au-delà des crédits ouverts ou au-delà des autorisations qu'il a accordées en vertu de l'article 28.

Il exerce les fonctions d'ordonnateur primaire qui exécute les recettes et les dépenses.

Il ne peut accroître par aucune ressource particulière, le montant des crédits alloués pour les dépenses de ses services.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Dans les cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles ou en cas d'insuffisance de crédits, le Collège peut, par délibération motivée, autoriser l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses au-delà de la limite des crédits budgétaires ou, en l'absence de crédits, à concurrence du montant fixé par la délibération.

Celle-ci peut porter sur une autorisation tendant à augmenter le crédit budgétaire d'engagement sans modification du crédit de liquidation, sur une autorisation tendant à augmenter le crédit de liquidation sans modification du crédit d'engagement, ou sur une autorisation d'engagement donnée dans le dispositif de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses.

Les engagements et les liquidations de dépenses autorisées par la délibération sont enregistrés de façon distincte dans la comptabilité.

Le texte des délibérations est immédiatement communiqué à l'Assemblée et à la Cour des comptes. Cette dernière fait, éventuellement, parvenir sans délais ses observations à l'Assemblée.

§ 2. Lorsqu'à la suite de circonstances exceptionnelles, le Collège ne peut se réunir en temps voulu, la délibération est prise par le membre du Collège qui a le budget parmi ses attributions.

§ 3. Les autorisations visées par les délibérations font l'objet d'un projet de décret tendant à ouvrir les crédits nécessaires.

La délibération doit faire l'objet d'un projet de décret ad hoc dans les cas suivants :

1° lorsque la délibération porte sur un montant d'au moins 2 millions d'euros;

2° lorsque la délibération autorise une dépense d'au moins 500.000 euros qui représente au moins 15 pourcents du crédit administratif à charge duquel cette dépense s'impute.

Toute exécution de la délibération est suspendue jusqu'au dépôt du projet de décret ad hoc visé à l'alinéa 2. Lorsque des délibérations successives concernent la même allocation de base, les montants qu'ils autorisent sont additionnés pour l'application de ces dispositions.

§ 4. Le § 3 n'est pas applicable aux délibérations qui autorisent des dépenses pour lesquelles des crédits sont prévus dans un projet de décret déjà déposé.

Le § 3, alinéa 2 n'est pas applicable lorsque le Collège décide de bloquer certains autres crédits à concurrence du montant autorisé dans la délibération; celle-ci contient l'indication des crédits bloqués.

### Section 3. — Nouvelle répartition des crédits en cours d'année budgétaire

**Art. 29.** Le Collège arrête les modalités selon lesquelles il peut procéder, pendant l'année budgétaire à une nouvelle ventilation des crédits entre les allocations de base.

La nouvelle ventilation s'effectue :

- 1° dans les limites des crédits d'engagement de chacun des programmes du budget général des dépenses;
- 2° dans les limites des crédits de liquidation de chacun des programmes du budget général des dépenses.

Ces nouvelles ventilations sont communiquées sans délai à l'Assemblée et à la Cour des comptes.

Le cas échéant, la Cour des comptes communique à l'Assemblée ses remarques sur les documents visés aux articles 10, 2ème alinéa, 14 et 29.

### CHAPITRE V. — Dispositions relatives aux obligations européennes en matière d'équilibre budgétaire

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. En poursuivant les objectifs et obligations budgétaires visés à l'article 2 de l'accord de coopération du 13 décembre 2013, le Collège veille également à atteindre les objectifs et à respecter les prescrits visés aux articles 8, 9, 11, 14, 106.2, et 153 du TFUE et de l'article 2 du Protocole 26 sur les Services d'Intérêt Général annexé à celui-ci, ainsi que les objectifs sociaux et environnementaux que l'Union européenne s'est fixés dans sa Stratégie Europe 2020.

§ 2. Le budget s'inscrit dans une convergence vers les objectifs sociaux, environnementaux et budgétaires visés au paragraphe précédent, en prenant en compte le calendrier proposé par la Commission européenne conformément aux règles du droit de l'Union européenne applicable lorsque c'est le cas.

§ 3. Le Collège désigne l'organisme public chargé de réaliser, au moins une fois l'an, une évaluation publique du respect des objectifs sociaux et environnementaux, au sens des articles 8, 9, 11, 14, 106.2, et 153 du TFUE et de l'Article 2 du Protocole 26 sur les Services d'Intérêt Général annexé à celui-ci, ainsi que des objectifs sociaux et environnementaux que l'Union européenne s'est fixés dans sa Stratégie Europe 2020.

Les partenaires sociaux ont également la possibilité de formuler un avis à tout moment, à destination du Collège.

§ 4. Le budget peut s'écarter temporairement de l'objectif budgétaire visé au § 1<sup>er</sup> en cas de circonstances exceptionnelles, telles que définies dans l'article 2, 19°, pour autant que l'écart temporaire ne mette pas en péril la soutenabilité budgétaire de la Commission communautaire française à long terme.

§ 5. 1° Le Collège adopte un mécanisme de correction conforme à l'accord de coopération du 13 décembre 2013, applicable en cas d'écart important constaté par le Conseil supérieur des finances.

2° En cas de mise en œuvre du mécanisme de correction visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Collège élabore un projet de plan de correction. Il donne lieu à un projet d'ajustement au budget de l'année en cours déposé à l'Assemblée.

Ce projet de plan vise à tendre vers l'objectif budgétaire visé au § 1<sup>er</sup> en contribuant concomitamment à atteindre les objectifs sociaux et environnementaux poursuivis par la Commission communautaire française. Il doit contribuer à atteindre les objectifs et à respecter les prescrits des articles 8, 9, 11, 14, 106.2, et 153 du TFUE et l'article 2 du Protocole 26 sur les Services d'Intérêt Général annexé à celui-ci, ainsi que les objectifs sociaux et environnementaux que l'Union européenne s'est fixés dans sa Stratégie Europe 2020.

Il s'appuie aussi bien sur un effort en recettes qu'en dépenses et peut, le cas échéant, immuniser certaines dépenses.

Le Collège veille, en particulier, à préserver les missions de service public et la capacité d'investissement dans les outils qui favorisent au développement durable de la Commission communautaire française. Le projet de plan ne porte aucune atteinte à la compétence de la Commission communautaire française de fournir, faire exécuter et organiser des services non économiques d'intérêt général.

3° Chaque projet de plan de correction proposé par le Collège à l'Assemblée fait l'objet d'une évaluation ex ante par l'organisme public désigné par le Collège des impacts sociaux, environnementaux et économiques et d'un avis préalable des partenaires sociaux, selon les modalités fixées par le Collège.

Cette évaluation comprendra notamment une analyse de l'impact redistributif des mesures projetées, notamment sur la base du coefficient de GINI, et une analyse des effets genrés des mesures projetées.

Le projet de plan de correction, l'évaluation ex ante et les avis des partenaires sociaux sont transmis à l'Assemblée simultanément au dépôt du projet d'ajustement du budget.

4° Au terme de sa mise en œuvre, le plan de correction fait l'objet d'une évaluation ex post, par l'organisme désigné et selon les modalités fixées par le Collège, de ses impacts sociaux, environnementaux et économiques.

Cette évaluation mentionne si les mesures prises pour atteindre l'objectif budgétaire annuel doivent être modifiées, en vue d'atteindre les objectifs et respecter le prescrit des articles 8, 9, 11, 14, 106.2, et 153 du TFUE et l'article 2 du Protocole 26 sur les Services d'Intérêt Général annexé à celui-ci, ainsi que des objectifs sociaux et environnementaux que l'Union européenne s'est fixés dans sa Stratégie Europe 2020. Cette évaluation comprendra notamment une analyse de l'impact redistributif des mesures projetées, notamment sur base du coefficient de GINI, et une analyse des effets genrés des mesures projetées.

Le Collège communique cette évaluation aux partenaires sociaux et à l'Assemblée.

§ 6. L'organisme public désigné par le Collège procède, selon les modalités fixées par le Collège, à une évaluation globale de l'application du Traité au plus tard le 31 décembre 2017. Le Collège recueille, au préalable, l'avis des partenaires sociaux. Le Collège communique cette évaluation aux partenaires sociaux et à l'Assemblée.

§ 7. Le Collège détermine les modalités de consultation et communication aux partenaires sociaux, prévues dans le présent article.

**TITRE III. — Dispositions relatives à la comptabilité générale****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Art. 31.** Chaque unité comptable tient une comptabilité générale sur la base d'un plan comptable établi conformément à l'arrêté royal du 10 novembre 2009 fixant le plan comptable applicable à l'Etat fédéral, aux Communautés, aux Régions et à la Commission communautaire commune.

**Art. 32.** Conformément à l'article 6 de la Loi du 16 mai 2003, précitée, la comptabilité générale est tenue selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Elle s'étend à l'ensemble des avoirs et droits de chaque unité comptable, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature.

Toute opération comptable est inscrite sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de dates, à l'appui d'une pièce justificative.

L'exercice comptable commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 33.** La comptabilité générale contient des composantes analytiques.

Le Collège détermine la structure de base commune et obligatoire de celles-ci.

**Art. 34.** Conformément à l'article 7 de la Loi du 16 mai 2003, précitée, chaque unité comptable dresse, dans la même forme que le plan comptable, un inventaire annuel des éléments actifs et passifs de son patrimoine.

**Art. 35.** Toute opération est rattachée à l'exercice comptable ou à l'année budgétaire durant lesquels elle a lieu.

Par ailleurs, pour appartenir à un exercice comptable ou à une année budgétaire, les droits doivent avoir été constatés durant ceux-ci.

Toutefois, les droits constatés qui ne sont pas comptabilisés par le service avant le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante appartiennent à une année ultérieure.

**Art. 36.** Un droit est constaté quand les conditions suivantes sont remplies :

- 1° son montant est déterminé de manière exacte;
- 2° l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable;
- 3° l'obligation de payer existe;
- 4° une pièce justificative est en possession du service concerné.

Le Collège détermine les modalités de la constatation des droits.

**Art. 37.** Les opérations sont méthodiquement inscrites en comptabilité générale et, pour autant qu'elles soient aussi des opérations budgétaires, simultanément en comptabilité budgétaire.

**Art. 38.** Les pièces justificatives sont classées et conservées de manière méthodique pendant une période minimale de dix ans et d'une manière qui en permette l'accès.

Pour les documents qui ne sont pas opposables aux tiers, le délai de conservation est limité à trois ans au minimum.

Le Collège détermine les conditions auxquelles doivent répondre les pièces justificatives, ainsi que les conditions relatives à leur conservation et à leur mise à la disposition du contrôle interne et externe.

**Art. 39.** Les livres et les journaux sont tenus et conservés de façon à garantir leur continuité matérielle, ainsi que leur régularité et l'irréversibilité des écritures.

Le Collège en arrête les modalités.

**Art. 40.** Chaque unité comptable procède une fois l'an au moins aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date du 31 décembre un inventaire complet de ses avoirs et droits de toute nature, de ses dettes, obligations et engagements de toute nature et des moyens propres qui y sont affectés.

Cet inventaire est ordonné de la même manière que les classes de bilan du plan comptable général mentionné à l'article 31.

**Art. 41.** La comptabilisation des encours d'engagement est opérée au moins une fois par an dans la comptabilité générale à la date d'inventaire.

**CHAPITRE II. — Règles d'organisation des services comptables et financiers****Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales**

**Art. 42.** Le Collège fixe les règles relatives à l'organisation de la comptabilité, en assurant le respect du principe de la séparation des fonctions d'ordonnateur et de comptable.

**Section 2. — Les ordonnateurs**

**Art. 43.** Le Collège exerce la fonction d'ordonnateur primaire.

Le Collège désigne ses membres qui sont ordonnateurs secondaires. Ceux-ci exercent, dans ce cadre, les mêmes fonctions que le Collège.

Le Collège désigne des ordonnateurs délégués ou subdélégués et arrête les responsabilités qui leur incombent.

L'ordonnateur délégué ou subdélégué est obligatoirement choisi par le Collège parmi les agents soumis au statut.

L'ordonnateur, qu'il soit primaire, secondaire, délégué ou subdélégué est l'initiateur d'une opération visant à exécuter le budget.

## Section 3. — Les comptables

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Le Collège arrête les dispositions de désignation des comptables-trésoriers, à savoir :

1. le comptable centralisateur des dépenses;
2. le comptable centralisateur des recettes;
3. le comptable du contentieux;
4. le comptable des fonds en souffrance;
5. le ou les comptable(s) ordinaires;
6. le ou les comptable(s) extraordinaire(s), ainsi que les responsabilités qui leur incombent.

Ils sont en principe choisis par le Collège parmi les agents soumis au statut. A défaut d'agents statutaires qualifiés pour exercer cette fonction, le Collège peut désigner des agents contractuels qualifiés.

Les comptables-trésoriers sont chargés, sous leur propre signature (manuelle ou électronique), de l'exécution des opérations de trésorerie sur un ou plusieurs comptes ouverts à leur nom auprès du caissier. Les opérations de trésorerie comprennent uniquement les opérations, sur ordre, de recouvrement de paiement, ainsi que l'enregistrement de ces opérations dans la comptabilité.

Les comptables sont habilités à manier des fonds. Ils sont responsables de leur conservation.

Ils établissent un compte relatif aux opérations de trésorerie qu'ils ont effectuées :

- a) au moins une fois par an avec clôture au 31 décembre;
- b) en cas de constatation d'un déficit;
- c) à la date à laquelle les fonctions de comptable-trésorier cessent;
- d) pour ce qui concerne le comptable extraordinaire, trimestriellement.

Ce compte est transmis à la Cour des comptes endéans le mois de son établissement.

Les comptable-trésoriers sont soumis à la compétence juridictionnelle de la Cour des comptes.

§ 2. Le comptable centralisateur des dépenses est chargé d'effectuer les dépenses sur le compte central des dépenses.

§ 3. Le comptable centralisateur des recettes est chargé de la centralisation des recettes sur le compte central.

§ 4. Le comptable du contentieux est chargé de la gestion des ordres de paiement dont la condition relative à l'identité du créancier pour l'établissement du droit constaté n'est plus rencontrée lors du paiement ou des ordres de paiement contestés.

§ 5. Le comptable des fonds en souffrance est chargé de la gestion des ordres de paiement non exécutés.

§ 6. Le comptable ordinaire est chargé du recouvrement des droits constatés et des recettes y relatives.

Pour ce qui concerne les dépenses, il ne peut effectuer que :

- a) des virements périodiques vers le compte central des dépenses;
- b) des virements vers un autre comptable de recettes;
- c) des remboursements de versements erronés effectués par des tiers.

§ 7. – Le comptable extraordinaire peut, sur la base d'une avance qui lui a été concédée, exécuter des dépenses de faible montant.

§ 8. Le Collège règle les modalités d'exercice des fonctions décrites aux §§ 1<sup>er</sup> à 7 compris.

## CHAPITRE III. — La trésorerie

**Art. 45.** Aucune sortie de fonds ne peut se faire sans l'intervention du Collège sauf les exceptions prévues par décret.

Le Collège désigne, dans le respect de la réglementation sur les marchés publics, un caissier, c'est à dire l'établissement de crédit tenant la situation journalière de la trésorerie de l'Entité francophone bruxelloise.

Le Collège arrête les modalités d'organisation de la trésorerie.

Le caissier joue le rôle de caissier au sens du Décret, adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française, le 8 février 2013, instituant une centralisation financière de la trésorerie de la Commission communautaire française et de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle.

**Art. 46.** Les intérêts sur les placements sont inscrits comme recettes au budget des voies et moyens de l'Entité francophone bruxelloise.

Les intérêts débiteurs sont inscrits comme dépenses au budget général des dépenses.

**Art. 47.** Sans préjudice de l'article 3 du Décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française le 8 février 2013, instituant une centralisation financière de la trésorerie de la Commission communautaire française de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, les recettes et les dépenses de l'Entité francophone bruxelloise sont portées à des comptes centraux ouverts auprès du caissier.

Les comptes de recettes et de dépenses sont associés à un compte courant.

**Art. 48.** Sans préjudice de l'article 6, § 2, alinéa 2, du Décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française le 8 février 2013, instituant une centralisation financière de la trésorerie de la Commission communautaire française de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, les intérêts créditeurs sont virés à l'échéance sur un ou des comptes de l'Entité francophone bruxelloise destinés à cette fin.

Les intérêts débiteurs sont débités d'office par l'organisme financier sur un ou des comptes de l'Entité francophone bruxelloise destinés à cette fin.



**Art. 49.** A l'exception du compte central des dépenses, du ou des comptes prévus à l'article 48, alinéa 2, et des comptes de placements, aucun compte ne peut présenter un solde négatif.

**Art. 50.** Les crédits nécessaires sont inscrits au budget général des dépenses afin d'apurer le solde débiteur du ou des comptes de l'Entité francophone bruxelloise prévus à l'article 48, alinéa 2.

#### TITRE IV. — *Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 51.** La comptabilité budgétaire doit permettre un suivi permanent de l'exécution du budget des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et des Organismes administratifs publics. Elle est tenue en liaison et de manière intégrée avec la comptabilité générale visée au titre III.

**Art. 52.** Les obligations nécessaires pour assurer le fonctionnement continu des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et des Organismes administratifs publics peuvent être contractées à partir du 1<sup>er</sup> novembre, à charge des crédits de l'année budgétaire suivante, dans la limite du tiers des crédits d'engagement votés pour les dépenses correspondantes de l'année en cours.

Les actes d'engagement stipulent que les fournitures ne peuvent être livrées, ni les services prestés, avant l'ouverture de l'année budgétaire.

**Art. 53.** Sont seuls imputés au budget d'une année déterminée :

1° en recettes : les droits constatés au profit du service pendant l'année budgétaire;

2° en dépenses :

a) à charge des crédits d'engagement, les sommes qui sont engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes, dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant l'année budgétaire;

b) à charge des crédits de liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement ou simultanément engagées.

Le Collège arrête la fixation de la période permettant de rattacher un droit constaté à un exercice budgétaire.

##### CHAPITRE II. — *Opérations de recettes*

###### Section 1<sup>re</sup>. — La constatation d'un droit

**Art. 54.** Toute recette fait l'objet d'un droit constaté, d'un ordonnancement et d'un recouvrement.

Les droits au comptant font l'objet d'un enregistrement simultané.

**Art. 55.** La constatation d'un droit est l'acte par lequel l'ordonnateur compétent établit le droit constaté, conformément à l'article 36.

Tout droit constaté doit faire l'objet d'un ordre de recouvrement établi par l'ordonnateur compétent.

L'ordonnateur compétent charge le comptable d'enregistrer le droit constaté.

S'il y a des indices que le montant n'est pas recouvrable, une créance douteuse est comptabilisée.

L'ordonnateur compétent doit initier la procédure de remboursement des montants indûment payés.

Sauf disposition particulière, des intérêts de retard sont dus en cas de non-paiement à l'échéance par le débiteur.

###### Section 2. — L'ordonnance de recettes

**Art. 56.** L'ordonnancement des recettes est l'acte par lequel l'ordonnateur compétent donne au comptable des recettes, l'instruction de recouvrer une créance qu'il a constatée.

Le comptable des recettes est tenu de faire diligence en vue d'assurer la rentrée des recettes et doit veiller à la conservation des droits de celles-ci.

###### Section 3. — Le recouvrement de recettes

**Art. 57.** Les droits constatés au profit des services s'éteignent par leur paiement, leur annulation ou leur prescription.

Un droit constaté peut être annulé partiellement ou entièrement par l'ordonnateur compétent dans les cas suivants :

1° sur la base d'une pièce justificative qui motive une correction du droit constaté comptabilisé ou dont résulte l'extinction par prescription;

2° lorsque le coût de la procédure de recouvrement dépasse le montant de la créance.

La décision à ce sujet est prise :

a) pour les Services du Collège et pour les Services administratifs à comptabilité autonome, par le Collège;

b) pour les Organismes administratifs publics, par leurs organes de gestion.

**Art. 58.** Un droit constaté est porté en surséance indéfinie lorsqu'un droit ne peut être recouvré dans le cadre de la procédure habituelle et qu'il ne peut être considéré comme définitivement irrécouvrable.

CHAPITRE III. — *Les opérations de dépenses**Section 1<sup>re</sup>. — Opération de dépenses*

**Art. 59.** Toute dépense fait l'objet d'un engagement, d'une liquidation, d'un ordonnancement et d'un paiement.

*Section 2. — L'engagement de dépenses*

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. L'engagement comptable consiste dans l'imputation à charge du crédit d'engagement de l'article budgétaire correspondant des sommes nécessaires à des liquidations ultérieures ou simultanées en vue d'un engagement juridique.

Peuvent faire l'objet d'un engagement provisionnel les dépenses suivantes :

- les traitements, pensions, indemnités, allocations, etc;
- la dette;
- les dépenses résultant des contrats de louage de biens ou de services et d'abonnement.

Le décret contenant le budget des dépenses peut prévoir un engagement provisionnel pour les dépenses qu'il désigne.

§ 2. Le Collège arrête les conditions selon lesquelles l'exécution d'un engagement juridique donnant lieu à une imputation à charge d'un crédit de liquidation, donne simultanément lieu à une imputation de la même somme à charge du crédit d'engagement correspondant.

L'engagement juridique est l'acte par lequel l'ordonnateur compétent crée ou constate une obligation de laquelle il résulte une charge.

L'approbation des contrats et marchés publics de travaux, fournitures et de services ainsi que les arrêtés d'octroi de subventions ne peuvent être notifiés avant que ces contrats, marchés publics et arrêtés aient été imputés sur les crédits d'engagement par le contrôleur des engagements et des liquidations.

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. Pour toute mesure de nature à provoquer une dépense à la charge du budget, l'ordonnateur compétent doit procéder préalablement à un engagement comptable avant de conclure un engagement juridique vis-à-vis de tiers.

§ 2. Les engagements juridiques contractés pour des actions dont la réalisation s'étend sur plus d'un exercice comptable, ainsi que les engagements comptables correspondants comportent, sauf lorsqu'il s'agit de dépenses de personnel, une date limite d'exécution pour assurer une bonne gestion financière.

Les parties de ces engagements non exécutées douze mois après cette date font l'objet d'une réduction d'engagement correspondante.

§ 3. Lorsqu'un engagement juridique n'a donné lieu à aucun paiement pendant une période de cinq ans, l'ordonnateur compétent procède à une réduction d'engagement correspondante.

§ 4. Le Collège arrête les modalités relatives aux engagements comptables.

L'encours des engagements comptables à la fin de l'année budgétaire est reporté à l'année budgétaire suivante.

**Art. 62.** Lors de l'enregistrement d'un engagement comptable, l'ordonnateur compétent s'assure

- 1° de l'exactitude de l'imputation budgétaire;
- 2° de la disponibilité des crédits;
- 3° de la conformité de la dépense au regard des dispositions constitutionnelles, légales et réglementaires;
- 4° du respect du principe de bonne gestion financière.

Lors de l'engagement juridique, l'ordonnateur compétent s'assure de la couverture de cet engagement par l'engagement comptable correspondant.

L'ordonnateur compétent peut déléguer ces missions selon les modalités fixées par le Collège.

*Section 3. — La liquidation de dépenses*

**Art. 63.** La liquidation d'une dépense est l'acte par lequel l'ordonnateur compétent valide le droit constaté, conformément à l'article 36.

L'ordonnateur compétent charge le comptable d'enregistrer la liquidation.

*Section 4. — L'ordonnancement de dépenses*

**Art. 64.** L'ordonnancement des dépenses est l'acte par lequel l'ordonnateur compétent, après avoir vérifié la disponibilité des crédits, donne au comptable par l'émission d'un ordre de paiement, l'instruction de payer le montant de la dépense dont il a effectué la liquidation.

*Section 5. — Le paiement de dépenses*

**Art. 65.** Le paiement des dépenses est assuré par le comptable dans les limites des fonds disponibles.

**Art. 66.** Le Collège peut autoriser, sur les crédits de l'année budgétaire, l'engagement de sommes du chef d'obligations nées au cours d'années budgétaires antérieures.

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives au compte d'exécution du budget*

**Art. 67.** Le compte d'exécution du budget est établi selon les subdivisions du budget approuvé. Ce compte comprend :

1° pour les recettes :

- a) la prévision des droits constatés de l'année budgétaire;
- b) les droits constatés de l'année budgétaire;
- c) la différence entre les prévisions et les droits constatés;

2° pour les dépenses :

a) l'utilisation des crédits d'engagement :

- les crédits d'engagement ouverts par le budget;
- les engagements enregistrés qui sont afférents à l'année budgétaire;
- la différence entre les crédits d'engagement et les engagements enregistrés;

b) l'utilisation des crédits de liquidation :

- les crédits de liquidation ouverts par le budget;
- les crédits constatés qui sont liquidés pendant l'année budgétaire;
- la différence entre les crédits de liquidation et les droits constatés qui sont liquidés;

3° pour les fonds budgétaires :

- les recettes réellement perçues pour chaque fonds;
- les dépenses imputées sur chaque fonds.

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives au compte général*

**Art. 68.** Le compte des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et des Organismes administratifs publics est établi par le Collège et transmis à la Cour des comptes au plus tard le 30 avril.

**Art. 69.** Le compte général consolidé est établi par le Collège et est envoyé à la Cour des comptes, pour certification, avant le 31 août de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Il comprend :

1° le compte annuel, composé :

- du bilan au 31 décembre;
- des comptes de résultats établis sur la base des charges et des produits de l'exercice écoulé;
- du compte de récapitulation des opérations budgétaires de l'année, en recettes et en dépenses;
- de son annexe;

2° le compte d'exécution du budget, établi à partir de la comptabilité budgétaire, dans la même forme que le budget, et son annexe.

Le Collège arrête les modalités de consolidation.

**Art. 70.** L'annexe au compte annuel comprend notamment un commentaire relatif aux règles de consolidation et aux règles d'évaluation retenues et un rapport sur les ventes ou autres aliénations éventuelles des biens meubles et immeubles au cours de l'année budgétaire.

Le Collège arrête la forme et le contenu de cette annexe.

**Art. 71.** L'annexe au compte d'exécution mentionne au moins :

1° pour les recettes :

- a) l'estimation des montants perçus mentionnée dans le budget;
- b) les droits constatés au cours des années précédentes qui n'étaient pas perçus au début de l'année budgétaire;
- c) les montants perçus pendant l'année budgétaire;
- d) les droits constatés restant à percevoir;
- e) la différence entre les estimations et les montants perçus;

2° pour les dépenses :

- a) l'estimation des paiements mentionnée dans le budget;
- b) les droits liquidés au cours des années précédentes qui n'étaient pas payés au début de l'année budgétaire;
- c) les paiements effectués pendant l'année budgétaire;
- d) les droits liquidés restant à payer;
- e) la différence entre les estimations et les paiements.

**Art. 72.** Au plus tard trois mois après réception de la certification des comptes par la Cour des comptes telle que visée à l'article 69, le Collège dépose le projet de décret portant approbation du compte général de l'entité francophone bruxelloise à l'Assemblée.

**Art. 73.** L'exercice comptable et budgétaire est définitivement clos par le vote du décret portant approbation du compte général de cet exercice.

#### TITRE V. — *Dispositions relatives au système de contrôle*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Le contrôle interne*

###### Section 1<sup>re</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 74.** Le Collège organise un contrôle interne.

Le contrôle interne est un processus destiné à fournir une assurance raisonnable des risques concernant notamment :

- 1° la conformité aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements et contrats;
- 2° la réalisation des objectifs poursuivis;
- 3° le respect des phases d'engagement et de liquidation des dépenses et de la correcte constatation des droits, à l'égard des tiers;
- 4° la fiabilité et l'intégrité des données opérationnelles et financières;
- 5° la gestion des approvisionnements et des fournitures nécessaires au fonctionnement et à l'activité de l'entité ainsi que la protection de son patrimoine.

Le contrôle interne est effectué par chaque Service du Collège, Service administratif à comptabilité autonome et Organisme administratif public sur la base de procédures écrites. Les modalités et les principales phases du contrôle interne sont arrêtées par le Collège.

###### Section 2. — *Contrôle des engagements et des liquidations*

**Art. 75.** Le Collège organise le contrôle des engagements et des liquidations.

Ce contrôle est exercé par un contrôleur des engagements et des liquidations. Cette fonction est indépendante des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et des Organismes administratifs publics desquels il examine les opérations.

Les contrôleurs sont désignés par le Collège et sont choisis parmi les agents statutaires.

Afin de garantir leur indépendance, le Collège leur confère un statut qui offre une telle garantie.

Ils sont placés sous l'autorité exclusive du Membre du Collège qui a le budget dans ses attributions.

Aucune peine disciplinaire ne peut être infligée aux contrôleurs des engagements et des liquidations sans l'avis préalable de la Cour des comptes.

Il en va de même pour toutes les mesures de nature à leur porter préjudice.

L'avis de la Cour des comptes est donné dans la huitaine de la communication du dossier à la Cour.

Le texte de l'avis est reproduit dans la notification qui prononce la peine ou applique la mesure. Une copie de la notification est adressée immédiatement à l'Assemblée et à la Cour des comptes.

**Art. 76.** Les contrôleurs des engagements et des liquidations :

- 1° visent des engagements effectués à charge du budget afin de veiller à ce qu'ils n'excèdent pas les crédits d'engagement inscrits;
- 2° visent les liquidations effectuées à charge du budget afin de veiller à ce qu'elles n'excèdent pas les montants inscrits en crédits de liquidation ni les montants des engagements auxquels elles se rapportent;
- 3° visent la notification de l'approbation des contrats et marchés publics ainsi que les arrêtés d'octroi de subventions avant que ceux-ci ne soient notifiés aux bénéficiaires.

Le Collège fixe les modalités d'intervention des contrôleurs des engagements et de liquidations.

Les contrôleurs des engagements et des liquidations peuvent se faire fournir tous les documents, renseignements et éclaircissements relatifs aux engagements et aux liquidations.

**Art. 77.** Les contrôleurs des engagements et des liquidations transmettent à la Cour des comptes un relevé annuel des engagements et des liquidations visées. Les documents justificatifs doivent pouvoir être, le cas échéant, mis à la disposition de la Cour des comptes.

Ce relevé est intégré dans le compte d'exécution du budget.

##### CHAPITRE II. — *L'audit interne*

**Art. 78.** Le Collège organise un audit interne pour examiner et évaluer le fonctionnement et l'organisation des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et les Organismes administratifs publics, ainsi que l'efficacité et l'efficience du contrôle interne.

L'audit interne remplit également une fonction de conseil.

Il est institué un Comité d'Audit qui vise à piloter le processus de contrôle interne.

Le Collège fixe les modalités d'organisation et d'intervention de l'audit interne et du Comité d'Audit ainsi que celles relatives à la communication des constatations et des recommandations.

##### CHAPITRE III. — *Le contrôle administratif et budgétaire*

**Art. 79.** Le Collège surveille l'exécution du budget et détermine son attitude à l'égard de propositions de décret et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

**Art. 80.** Il organise le contrôle budgétaire préalable des avant-projets et projets de décret, des avant-projets et projets d'arrêté et d'arrêté ministériel ou de décision au regard des crédits disponibles ou de leur incidence sur les recettes et les dépenses.

**Art. 81.** Conformément à l'article 51, alinéa 3, de la Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le Collège organise un contrôle administratif et budgétaire. Pour l'assister dans le cadre de ce contrôle, le Collège dispose d'Inspecteurs des finances qui sont mis à sa disposition et placés sous son autorité.

Ces Inspecteurs des finances rendent leurs avis préalables en toute indépendance et conformément à la déontologie du Corps interfédéral de l'Inspection des finances.

Outre l'exercice du contrôle administratif et budgétaire, les Inspecteurs des finances assument la fonction de conseiller budgétaire et financier du Collège.

Les Inspecteurs des finances accomplissent leur mission sur pièce et sur place.

Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives des Services du Collège et des Services administratifs à comptabilité autonome ainsi que de tout Organisme administratif public à gestion ministérielle et reçoivent de ces services et organismes tous les renseignements qu'ils demandent.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et de tout Organisme administratif public, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

**Art. 82.** Conformément à l'article 51, alinéa 3, de la Loi spéciale du 16 janvier 1989 précitée, sur instruction donnée par le Collège, les Inspecteurs des finances peuvent être chargés d'une mission d'enquête portant sur les aspects financiers et budgétaires auprès des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et des Organismes administratifs publics.

#### CHAPITRE IV. — *Le contrôle de gestion*

**Art. 83.** Le contrôle de gestion est un ensemble de procédures qui veille à quantifier et à mesurer les objectifs politiques définis en début de législature au travers de l'accord du Collège et qui se traduit, année après année, par les déclarations de politique générale.

A cet égard, le programme justificatif du Décret portant sur le budget comprend une note d'orientation politique pour chaque division.

L'exposé général du premier projet de décret contenant le budget, déposé après la prestation de serment du Collège, contient également l'identification d'une ou des politiques publiques pour lesquelles un dispositif d'évaluation dans une perspective budgétaire sera mis en œuvre pendant toute la législature. L'exposé des motifs contient également une présentation des outils de pilotage, et donc le dispositif mis en œuvre.

Ce contrôle de gestion est indépendant des Services du Collège, des Services administratifs à comptabilité autonome et des Organismes administratifs publics initiateurs de l'opération sur lequel le contrôle porte. Ce contrôle de gestion est exercé selon les modalités fixées par le Collège.

Des tableaux de bord et des composantes analytiques de la comptabilité générale peuvent, le cas échéant, être utilisés, selon les modalités fixées par le Collège.

#### CHAPITRE V. — *Le contrôle externe*

**Art. 84.** Conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la Loi du 16 mai 2003 précitée, la Cour des comptes est chargée du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire de l'Entité francophone bruxelloise.

Elle veille à ce qu'aucun crédit de dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu.

La Cour des comptes a accès en permanence et en temps réel aux imputations budgétaires. Elle informe sans délai le Collège et, le cas échéant l'Assemblée, de tout dépassement ou de tout transfert de crédits des dépenses constaté.

Elle est chargée également de l'examen et de la liquidation des comptes de tous les comptables.

**Art. 85.** § 1<sup>er</sup>. — Conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la Loi du 16 mai 2003 précitée, la Cour des comptes examine la légalité et la régularité des dépenses et des recettes. En ce qui concerne ces dernières, la Cour exerce un contrôle général sur les opérations relatives à l'établissement et au recouvrement de celles-ci.

La Cour des comptes contrôle le bon emploi des deniers publics; elle s'assure du respect des principes d'économie, d'efficacité et d'efficience.

La Cour des comptes est habilitée à se faire communiquer tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion des services et organismes publics soumis à son contrôle.

Elle peut organiser un contrôle sur place.

**Art. 86.** Tel que prévu à l'article 68 du présent Décret et conformément à l'article 10, § 2, de la Loi du 16 mai 2003 précitée, les comptes des organismes publics créés par l'Entité francophone bruxelloise ou qui en dépendent, ainsi que ceux des Organismes administratifs publics, sont transmis à la Cour des comptes au plus tard le 30 avril.

La Cour des comptes exerce à l'égard de ces organismes publics le contrôle défini aux articles 84 et 85.

**Art. 87.** Conformément à l'article 10, § 2, de la Loi du 16 mai 2003 précitée, la Cour des comptes peut rendre public, par le biais de ses Cahiers d'observations notamment, les comptes de l'Entité francophone bruxelloise, tant pour les services du Collège que pour les Services administratifs à comptabilité autonome et les Organismes administratifs publics.

**Art. 88.** Les dispositions de la loi du 29 octobre 1846, telle que modifiée, relative à l'organisation de la Cour des comptes qui concernent la compétence juridictionnelle de la Cour à l'égard des comptables de l'Etat s'appliquent aux comptables de l'Entité francophone bruxelloise.

**Art. 89.** Dans le cadre du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire visé à l'article 84, la Cour des comptes procède à la certification du compte général consolidé en émettant une opinion :

1° sur le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution quant à la tenue de la comptabilité et l'établissement du compte général;

2° sur la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général.

La Cour des comptes transmet cette certification à l'Assemblée en annexe du compte général et y joint ses observations.

## TITRE VI. — *Dispositions relatives au recouvrement des droits constatés de nature non fiscale*

**Art. 90.** Si les droits constatés de nature non fiscale sont contestés par le débiteur, le comptable compétent en informe l'ordonnateur qui peut, après examen, les annuler, totalement ou partiellement, ou les confirmer.

Ses décisions sont communiquées au comptable qui procède, le cas échéant, aux inscriptions nécessaires dans la comptabilité générale et la comptabilité budgétaire.

**Art. 91.** Dans le respect des règles à arrêter par le Collège, l'ordonnateur peut accorder des reports ou des facilités de paiement aux débiteurs défaillants qui se trouvent dans une situation d'impécuniosité dûment justifiée.

**Art. 92.** L'ordonnateur peut engager une procédure en récupération des droits constatés non contestés qui, à leur échéance et sans préjudice de l'article 90 n'ont pas été acquittés par les débiteurs, sauf à justifier que ces droits sont irrécouvrables au sens de l'article 93.

L'ordonnateur peut en confier le recouvrement à l'administration compétente, conformément aux dispositions légales en vigueur, ou à tout autre service interne habilité à y procéder.

**Art. 93.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 91 et 92, sont définitivement déclarés irrécouvrables par l'ordonnateur, et imputés comme tels, les droits constatés :

- 1° lorsqu'ils sont prescrits en vertu des dispositions légales ou contractuelles;
- 2° lorsque les frais de récupération estimés par l'ordonnateur dépassent le montant des droits;
- 3° lorsque l'insolvabilité du créancier est attestée par un huissier de justice ou par l'administration fiscale;
- 4° lorsque les créances sont libellées sur des sociétés en état de faillite ou de dissolution et que le curateur atteste le caractère irrécouvrable de la créance.

Dans ces cas, le comptable inscrit un moins-value correspondant au montant irrécouvrable dans la comptabilité générale et, le cas échéant, dans la comptabilité budgétaire.

§ 2. Tout paiement obtenu ultérieurement à la déclaration d'irrecouvrabilité visé au § 1<sup>er</sup>, est imputé en comptabilité générale et en comptabilité budgétaire comme une recette perçue au comptant.

## TITRE VII. — *Dispositions relatives à l'octroi des subventions, prix, legs et dons*

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions relatives à l'octroi, à l'emploi et au contrôle des subventions*

**Art. 94.** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003 précitée, toute subvention accordée par l'Entité francophone bruxelloise ou accordée par des personnes morales de droit public qui dépendent d'elle, doit être utilisée aux fins et aux conditions auxquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue, les modalités d'utilisation et les justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'utilisation des sommes reçues, à moins qu'un décret ne l'en dispense.

§ 2. Conformément à l'article 12 de la Loi du 16 mai 2003 précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'Entité francophone bruxelloise le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont arrêtées par le Collège.

§ 3. Conformément à l'article 13 de la Loi du 16 mai 2003 précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé au § 2;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées au § 1<sup>er</sup>, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

§ 4. Conformément à l'article 14 de la Loi du 16 mai 2003 précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées au § 1<sup>er</sup> ou de se soumettre au contrôle prévu au § 2.

### CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux dons, legs et prix*

**Art. 95.** § 1<sup>er</sup>. Par prix accordé, il faut entendre toute forme de soutien financier accordé à un tiers en reconnaissance ou en récompense de ses mérites.

Ce prix peut consister :

1. soit en l'octroi d'avantages financiers;
2. soit en l'octroi d'avantages en nature sous la forme de biens ou de fournitures de prestations dont la charge financière est totalement couverte par l'Entité francophone bruxelloise.

§ 2. Un prix ne peut être octroyé qu'en vertu d'un décret qui a instauré ce prix et en a déterminé les règles d'attribution ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses habilitant le Collège à en fixer les modalités.

§ 3. Son octroi est basé sur un acte unilatéral de l'Entité francophone bruxelloise ou de la personne morale de droit public subventionnée sans que le bénéficiaire ne soit tenu de l'accepter, ni de fournir la justification de son emploi.

§ 4. Le remboursement d'un prix ne peut être exigé que si le bénéficiaire a communiqué des informations mensongères ou a agi en contravention avec des dispositions légales qui étaient d'application.

**Art. 96.** § 1<sup>er</sup>. La réception d'un don ou d'un legs ne peut se faire que par arrêté du Collège.

§ 2. L'octroi d'un don et la renonciation à un don ou à un legs ne peuvent se faire que par un décret.

#### TITRE VIII. — *L'aliénation des biens*

**Art. 97.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, les biens meubles ou immeubles appartenant à la Commission communautaire française ou à un Organisme administratif public qui ne peuvent être réemployés et qui sont susceptibles d'être vendus, doivent être aliénés à titre onéreux.

§ 2. Dans le respect des formes légalement prescrites, le Collège arrête la procédure à suivre pour l'application du § 1<sup>er</sup>.

**Art. 98.** Les actifs complètement amortis en comptabilité générale continuent de figurer, avec une valeur nulle, à l'inventaire visé à l'article 33 tant qu'ils sont encore utilement affectés aux activités d'intérêt général ou de service public.

**Art. 99.** Un rapport sur les ventes ou autres aliénations éventuelles des biens meubles et immeubles réalisées en exécution de l'article 97 au cours de l'année budgétaire, ainsi que sur les ventes ou autres aliénations éventuelles encore à réaliser à la fin de l'année est repris chaque année dans une annexe spécifique aux comptes annuels.

#### TITRE IX. — *Dispositions spécifiques applicables aux services administratifs à comptabilité autonome*

**Art. 100.** Chaque service administratif à comptabilité autonome est soumis aux règles budgétaires et comptables applicables aux Services du Collège, moyennant les adaptations suivantes contenues dans les articles 101 à 105.

**Art. 101.** Chaque Service administratif à comptabilité autonome établit un budget annuel des recettes et des dépenses, réparties en allocations de base en suivant la classification économique. Celui-ci est transmis aux autorités compétentes, tel que fixé dans la circulaire de confection budgétaire, dans le respect d'un calendrier fixé en fonction de celui du budget de l'Entité francophone bruxelloise.

Il comporte l'ensemble des recettes et des dépenses telles que définies à l'article 4 réparties en article budgétaire en suivant la classification économique.

Le cas échéant, les services administratifs à comptabilité autonome sont soumis au Décret ouvrant des crédits provisoires visés à l'article 23.

**Art. 102.** Les crédits de dépenses sont limitatifs mais peuvent être redistribués selon les modalités arrêtées par le Collège.

Les décaissements ne peuvent engendrer un dépassement de la trésorerie disponible.

A la fin de l'année budgétaire, les crédits d'engagement et de liquidation tombent en annulation.

**Art. 103.** Les fonctions d'ordonnateurs et de comptable sont soumises aux mêmes règles que celles visées à l'article 42.

Le Collège organise un contrôle des engagements et des liquidations selon les mêmes modalités que celles visées aux articles 75, 76 et 77.

**Art. 104.** La trésorerie disponible en fin d'exercice peut être utilisée dès le commencement de l'année suivante.

**Art. 105.** Arrêté au 31 décembre de chaque année, le compte annuel comporte au moins le compte d'exécution du budget, le bilan, le compte de résultats et un état de l'encours détaillé par article budgétaire.

Le compte annuel du service administratif à comptabilité autonome est approuvé par le Collège et envoyé conformément aux dispositions prévues à l'article 68.

#### TITRE X. — *Dispositions spécifiques aux organismes administratifs publics*

**Art. 106.** § 1<sup>er</sup>. Chaque organisme administratif public établit un budget annuel de recettes et de dépenses conformément à l'article 4 et selon les modalités à arrêter par le Collège.

§ 2. Le budget des organismes administratifs publics peut prévoir que, pour les dépenses qu'il désigne, les crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées sont non limitatifs.

§ 3. Le projet de budget de chaque organisme administratif public à gestion ministérielle (catégorie A) est établi par le Collège et envoyé à l'Assemblée pour approbation conformément aux dispositions prévues à l'article 12.

§ 4. L'approbation par l'Assemblée du budget d'un organisme administratif public à gestion ministérielle (catégorie A) est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans le Décret contenant le budget général de la Commission communautaire française.

§ 5. Le projet de budget de chaque organisme administratif public à gestion autonome (catégorie B) est établi par l'organe de gestion et approuvé par le Collège. Il est communiqué à l'Assemblée et annexé au Budget général de la Commission communautaire française.

**Art. 107.** L'absence de transmission en temps utile de la part d'un organisme administratif public de son projet de budget entraîne les blocages des versements éventuels des interventions des services du Collège en faveur de cet organisme, selon des modalités à fixer par le Collège.

**Art. 108.** Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget des organismes administratifs publics à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le dernier budget approuvé.

**Art. 109.** § 1<sup>er</sup>. Les transferts et dépassements de crédits limitatifs portés au budget des organismes administratifs publics doivent être communiqués, au Collège, selon les modalités qu'il fixe.

§ 2. Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Commission communautaire française supérieure à celle qui est prévue au budget général des dépenses, ils doivent être préalablement approuvés par l'adoption d'un crédit correspondant dans le budget général des dépenses.

**Art. 110.** Chaque organisme administratif public présente tous les 6 mois au Collège des situations périodiques d'exécution de son budget, en plus d'un rapport annuel. L'organisme adresse au Collège tous les autres renseignements que celui-ci lui demande.

**Art. 111.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes administratifs publics tiennent leur comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

Le contenu, les délais et les modalités de transmission des comptes sont établis par le Collège.

§ 2. Le compte général de chaque organisme administratif public à gestion ministérielle est établi par le Collège.

Le compte général de chaque organisme administratif public à gestion autonome est établi par son organe de gestion et est transmis pour approbation au Collège.

Le Collège soumet sans délai le compte approuvé au Contrôle de la Cour des comptes.

§ 3. La Cour des comptes arrête le compte général de l'organisme. Elle transmet ses observations à l'Assemblée en annexe du compte général.

§ 4. Les comptes annuels des organismes sont consolidés avec le compte annuel des services du Collège.

#### TITRE XI. — *Dispositions en matière de prescription*

**Art. 112.** § 1<sup>er</sup>. — Conformément à l'article 15 de la Loi du 16 mai 2003 précitée et sans préjudice du § 2, les règles de prescription du droit commun sont applicables à l'Entité bruxelloise francophone.

§ 2. — Conformément à l'article 16 de la Loi du 16 mai 2003 précitée, sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues, les sommes payées indûment par l'Entité bruxelloise francophone en matière de traitements, d'avances sur ceux-ci ainsi que les indemnités, les allocations ou les prestations qui sont accessoires ou similaires aux traitements, lorsque le remboursement n'en a pas été réclamé dans un délai de cinq ans à partir du premier janvier de l'année du paiement.

§ 3. — Pour être valable, la réclamation doit être notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste et contenir :

- 1) le montant total de la somme réclamée, avec par année, le relevé des paiements indus;
- 2) la mention des dispositions en violation desquelles les paiements ont été faits.

A dater du dépôt de la lettre recommandée à la poste, la répétition de l'indu peut être poursuivie pendant le délai prévu par le droit commun pour la prescription des actions personnelles.

§ 4. — Le délai fixé au § 2 est porté à dix ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes.

#### TITRE XII. — *Dispositions transitoires et finales*

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions transitoires*

**Art. 113.** Restent soumis aux dispositions des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat :

1° l'exécution du budget voté antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret et les ajustements de ce budget;

2° l'établissement des comptes généraux et des comptes des comptables relatifs aux années budgétaires antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent décret, y compris ceux découlant du cas visé au 1°.

**Art. 114.** Les dépenses engagées à la charge des crédits non dissociés restant à ordonnancer au 31 décembre de l'année de l'entrée en vigueur du présent décret seront, d'office, liquidées à la charge des crédits de liquidation de l'année suivant au plus tard le 31 décembre de celle-ci.

**Art. 115.** Les Services de la Commission communautaire française dont la gestion est, en vertu d'une loi ou d'un décret particulier, séparée de celle des services de l'administration générale, sont considérés comme des « Services administratifs à comptabilité autonome » au sens du présent décret.

##### CHAPITRE II. — *Dispositions finales*

**Art. 116.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Le Collège peut décider de reporter la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Bruxelles, le 10 avril 2014.

Le Président,

Le Secrétaire,

Le Greffier,

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne et promulgue le Décret portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent.

Bruxelles, le 24 avril 2014.

Ch. DOULKERIDIS,  
Ministre-Président du Collège.

R. VERVOORT,

Membre du Collège.

Mme E. HUYTEBROECK,

Membre du Collège.

MADRANE,

Membre du Collège.

Mme C. FREMAULT,

Membre du Collège.



## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31101]

**24 APRIL 2014. — Decreet houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen**

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en wij, College, bekrachtigen wat volgt en kondigen dit af :

**TITEL I. — Voorwerp, definities en toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Krachtens artikel 138 van de Grondwet, regelt dit decreet een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van deze Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Diensten van het College : de administratie van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Raad : de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie;

3° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

4° Administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie : dienst waarvan het beheer en de boekhouding bij een wet of decreet zijn gescheiden van die van de diensten van het College, zonder dat hem een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid wordt toegekend en die beschikt over een autonome boekhouding en thesaurie;

5° Administratieve openbare instelling : openbare instelling met rechtspersoonlijkheid, onderverdeeld in

– instellingen met ministerieel beheer, die rechtstreeks zijn onderworpen aan het gezag van het College waaraan het beheer is toevertrouwd;

– instellingen met beheersautonomie die genieten van een organieke autonomie, onverminderd het toezicht en de controle van het College;

6° Economische classificatie : classificatie van de begrotingsontvangsten en -uitgaven volgens macro-economische criteria, waarbij het Instituut voor nationale rekeningen de voor de uitvoering van zijn opdracht nodige gegevens kan ontvangen, in het bijzonder deze betreffende de begrotingen en de uitvoering ervan ten aanzien van Eurostat. Deze classificatie volgt de classificatie van het Europees Stelsel van nationale en regionale rekeningen (ESR) dat de boekhoudnormen bepaalt met het oog op een coherente, betrouwbare en vergelijkbare kwantitatieve beschrijving van de economie van de lidstaten van de Europese Unie. Het betreft een code van vier cijfers;

7° Functionele classificatie : internationale classificatie van de overheidsfuncties, COFOG genaamd, uitgewerkt door de VN, de OESO en Eurostat. Het betreft een geheel van codes van vijf cijfers die de uitgaven indeelt volgens hun functie of hun sociaaleconomische doel.

8° Organieke verdeling : begrotingsonderdeel met de programma's die bijdragen tot de verwezenlijking van een welbepaald beleid;

9° Programma : begrotingsonderdeel met de kredieten aangewend voor de financiering van een activiteit of een coherent geheel van specifieke activiteiten teneinde een of meerdere doelstellingen van het aan de organieke verdeling toegewezen beleid te realiseren;

10° Activiteit : begrotingsonderdeel met de concrete actie gevoerd om de vastgestelde doelstellingen te bereiken;

11° Boekhoudkundige entiteit : de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie of de openbare administratieve instellingen, evenals de instellingen van het openbaar onderwijs waarvan de Franse Gemeenschapscommissie de organiserende macht is;

12° Ordonnateur : het College of de door het College aangewezen bevoegde overheid die gemachtigd is om :

– de rechten ten laste van derden vast te stellen en hun invordering te bevelen;

– binnen de perken van de toegelaten en beschikbare kredieten, elke uitgave die op de begroting uitgetrokken mag worden vast te leggen en uit te betalen, alsmede de betalingsopdracht ervan op te stellen;

13° Rekenplichtige : iedere ambtenaar aan wie enige verrichting van gelden is overgedragen, verkrijgt de hoedanigheid van rekenplichtige door enkel het feit dat deze gelden gestort zijn;

14° Brusselse Franstalige Entiteit : de entiteit gevormd door de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie in de zin van Titel IX van dit decreet en de administratieve openbare instellingen in de zin van Titel X van dit decreet, ondergebracht onder code 13.12, rubriek "Deelstaatoverheid" van het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen vermeld in Verordening (EG) nr. 549/2013 van de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie;

15° VWEU : het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie;

16° Verdrag : Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie : het Verdrag inzake stabiliteit, coördinatie en bestuur in de Economische en Monetaire Unie tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, Ierland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, Hongarije, Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de Republiek Slovenië, de Slowaakse Republiek, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden, gedaan te Brussel op 2 maart 2012;

17° Strategie Europa 2020 : de vijf doelstellingen omschreven door de Europese Raad op de vergadering van 24 en 25 maart 2011, voor een slimme groei door doeltreffender te investeren in onderwijs, onderzoek en duurzame innovatie, door voorrang te verlenen aan een koolstofarme economie en een competitieve en inclusieve industrie, door duidelijk de nadruk te leggen op werkgelegenheid en minder armoede;

18° belangrijke afwijking : afwijking tegenover de begrotingsdoelstelling op middellange termijn of tegenover het aangepaste aanpassingstraject voor de verwezenlijking van die doelstelling, belangrijk geacht overeenkomstig nationale criteria en/of overeenkomstig artikel 6, punt 3 van Verordening (EG) nr. 1466/97;

19° Uitzonderlijke omstandigheden : in de zin van artikel 2, punt 2 van Verordening (EG) nr. 1467/97, ongewone feiten, buiten de wil om van de betrokken contracterende partij, met gevoelige effecten op de financiële toestand van de overheidsbesturen, of die te maken hebben met periodes van ernstige economische neergang zoals bedoeld in het herziene stabiliteits- en groeipact, voor zover de tijdelijke afwijking van de betrokken contracterende partij de budgettaire houdbaarheid op middellange termijn niet in het gedrang brengt;

20° GINI-coëfficiënt : statistische meting van de spreiding van een verdeling in een bepaalde bevolking, ontwikkeld door de Italiaanse statisticus Corrado Gini. De Gini-coëfficiënt wordt berekend ten aanzien van de functie die aan elk deel van de bevolking, gerangschikt in toenemende volgorde van inkomen, het aandeel toekent dat door deze inkomens wordt vertegenwoordigd. De Gini-coëfficiënt is een cijfer van 0 tot 1, waarin 0 staat voor perfecte gelijkheid en 1 voor volledige ongelijkheid.

**Art. 3.** Dit decreet is van toepassing op de Brusselse Franstalige Entiteit.

## TITEL II. — *Bepalingen betreffende de begroting*

### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 4.** § 1. De ontvangsten en uitgaven worden voor elk begrotingsjaar geraamd en toegestaan bij jaarlijks decreet.

§ 2. Overeenkomstig artikel 3, tweede lid van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en de boekhouding van de gemeenschappen en gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, begint het begrotingsjaar op 1 januari en eindigt het op 31 december.

§ 3. Alle ontvangsten en alle uitgaven moeten vermeld zijn in één document of, minstens, gelijktijdig ter stemming worden voorgelegd aan de Raad.

§ 4. Het geheel van de ontvangsten is bestemd voor het geheel van de uitgaven.

§ 5. De begroting en de rekeningen zijn het voorwerp van parlementaire stukken en van een openbare bespreking op de Raad waarna ze worden goedgekeurd, uitgevaardigd en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 6. De zuinigheids-, doelmatigheids- en doeltreffendheidsbeginselen moeten worden gerespecteerd bij de opstelling en uitvoering van de begroting.

Het zuinigheidsbeginsel schrijft voor dat de door de Brusselse Franstalige Entiteit, met het oog op de verwezenlijking van haar doelstellingen, ingezette middelen tijdig beschikbaar worden gesteld in de gepaste hoeveelheid en kwaliteit en tegen de beste prijs.

Het doelmatigheidsbeginsel beoogt de beste verhouding tussen de ingezette middelen en de verkregen resultaten.

Het doeltreffendheidsbeginsel beoogt dat de gestelde specifieke doelen en de verwachte resultaten worden bereikt.

De doelmatigheids- en doeltreffendheidsbeginselen leiden de evaluatie van het overheidsbeleid vanuit budgettair standpunt.

Deze beginselen worden beschouwd als het beginsel van goed financieel beheer.

§ 7. De begroting wordt opgesteld, uitgevoerd en aan rekening en verantwoording onderworpen met inachtneming van het beginsel van transparantie van de overheidsfinanciën.

Het beginsel van transparantie van de overheidsfinanciën is erop gericht om de begrotingsactiviteiten van het verleden, het heden en de toekomst, evenals de structuur en de functies van de regeringsinstanties die het beleid en de begrotingsresultaten bepalen, openbaar te maken.

§ 8. – Het beginsel van begrotingspecialiteit is van toepassing op de Brusselse Franstalige Entiteit. Het beginsel van begrotingspecialiteit beslaat drie niveaus : de wettelijke specialiteit op het niveau van de programma's, de economische specialiteit op het niveau van de hoofdgroepen qua aard en de administratieve specialiteit op het niveau van de basisallocaties.

### HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven*

**Art. 5.** De begroting voorziet in en machtigt alle verrichtingen met een financiële afwikkeling, die voor eigen rekening tot stand worden gebracht met derden.

Zij bevat :

1° als ontvangsten, de raming van de tijdens het begrotingsjaar vastgestelde rechten;

2° als uitgaven :

a) de vastleggingskredieten ten belope waarvan bedragen kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen ontstaan of aangegaan tijdens het begrotingsjaar en, voor de recurrente verbintenissen, waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken, ten belope van de tijdens het begrotingsjaar opeisbare sommen.

Onder recurrente verbintenissen wordt verstaan de uitgaven waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken en waarvan de aanrekening op het jaar waarin ze ontstaan een last zou betekenen die daarmee geen economische band heeft;

b) de vereffeningskredieten ten belope waarvan tijdens het begrotingsjaar bedragen kunnen worden vereffend uit hoofde van vastgestelde rechten voortvloeiend uit voorafgaandelijk of gelijktijdig vastgelegde verbintenissen.

Onverminderd andere begrotingsclassificaties, worden de ramingen van de ontvangsten en uitgaven verdeeld volgens de economische classificatie.

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 4, vierde lid van de voornoemde wet van 16 mei 2003 en in afwijking van artikel 5, 2°, b), kan de begroting voorzien dat, voor de uitgaven die ze aanduidt, de kredieten ten belope waarvan bedragen vereffend kunnen worden, niet limitatief zijn.

**Art. 7.** De op het einde van het begrotingsjaar beschikbare vastleggings- en vereffeningskredieten worden geannuleerd.

**Art. 8.** § 1. In afwijking van artikel 4, § 5 en artikel 7, kan een organiek decreet begrotingsfondsen oprichten door voor uitgaven, waarvan zij het voorwerp vaststelt, sommige op de middelenbegroting geïnde ontvangsten toe te wijzen.

Met dat doel wordt er bij de kassier, per begrotingsfonds, een rekening geopend waarop de toegewezen ontvangsten worden gecentraliseerd met het oog op het verrichten van uitgaven ten laste van de kredieten op de daartoe geopende basisallocaties in de algemene uitgavenbegroting.

De begrotingsfondsen kunnen niet worden gestijfd met kredieten van de algemene uitgavenbegroting.

Er mag geen vastlegging, noch vereffening worden gedaan ten laste van een basisallocatie boven de op het fonds beschikbare ontvangsten.

§ 2. De toegewezen ontvangsten worden verdeeld over de met het begrotingsfonds verbonden basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting op basis van een door de bevoegde ordonnateur bepaalde verdeelsleutel.

Op deze basisallocaties zijn ze beschikbaar voor vastleggingen en vereffeningen.

Vanaf het begin van het begrotingsjaar worden de overgedragen beschikbare ontvangsten over de met het begrotingsfonds verbonden basisallocaties van de algemene uitgavenbegroting verdeeld volgens de verdeelsleutel vastgesteld door de bevoegde ordonnateur.

Vanaf het begin van het begrotingsjaar kunnen de overgedragen beschikbare ontvangsten waarvoor nog geen vereffeningen plaatsvonden, benut worden voor nieuwe vereffeningen.

§ 3. Binnen de grenzen van de in de algemene uitgavenbegroting ingeschreven administratieve kredieten op de met de begrotingsfondsen verbonden basisallocaties, variëren de met elk begrotingsfonds verbonden beschikbare vastleggings- en vereffeningkredieten volgens de werkelijk geïnde bedragen van de toegewezen ontvangsten.

In de algemene uitgavenbegroting kunnen deze kredieten worden verhoogd met de in het begrotingsfonds aan het eind van het vorige begrotingsjaar beschikbare sommen en kunnen ze worden gebruikt vanaf het begin van het begrotingsjaar.

Het bedrag van de verminderde of geannuleerde vastleggingen van de begrotingsfondsen wordt terug bij de beschikbare ontvangsten gevoegd.

#### HOOFDSTUK III. — *Voorlegging en stemming van de begroting*

**Art. 9.** Elk jaar keurt de Raad, op voorstel van het College, de begroting per programma goed.

**Art. 10.** Het College neemt alle maatregelen nodig voor de opmaak van de begroting.

Het stelt de ontwerpen van begrotingsdecreet en de van het College uitgaande amendementen bij deze ontwerpen op.

**Art. 11.** Het ontwerp van begrotingsdecreet omvat :

1° het ontwerp van middelenbegroting;

2° het ontwerp van algemene uitgavenbegroting;

3° een algemene toelichting bij die ontwerpen;

4° de verantwoordingen van de middelenbegroting, bestaande uit nota's die de in aanmerking genomen hypothesen toelichten waarop de raming van de vastgestelde rechten gebaseerd is;

5° de verantwoordingen van de algemene uitgavenbegroting, bestaande enerzijds uit nota's die per verdeling en per programma de ontwerpen van het College nauwkeurig toelichten, en anderzijds uit meerjarige vereffeningssystemen en meerjarige fysische programma's voor wat de investeringen betreft.

Het ontwerp van algemene uitgavenbegroting bevat de gendernota die is bedoeld in artikel 2 van het decreet van 21 juni 2013, betreffende de opname van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 12.** Het College bezorgt de Raad, uiterlijk op 15 oktober van het jaar dat het begrotingsjaar voorafgaat, het ontwerp van begrotingsdecreet.

**Art. 13.** De middelenbegroting wordt uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat door de Raad goedgekeurd.

De algemene uitgavenbegroting wordt uiterlijk op 31 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat door de Raad goedgekeurd.

De goedkeuring van de middelenbegroting gebeurt vóór de goedkeuring van de algemene uitgavenbegroting.

**Art. 14.** Minstens eenmaal per jaar wordt overgegaan tot een onderzoek van de begroting op basis van de begrotingsdoelstellingen, met het oog op een eventuele aanpassing van de middelenbegroting en de algemene uitgavenbegroting.

In voorkomend geval worden de aanpassingsontwerpen ingediend bij de Raad en moeten ze uiterlijk op 31 december van het lopende begrotingsjaar worden gestemd.

**Art. 15.** Het College bepaalt de structuur van de middelenbegroting en van de algemene uitgavenbegroting.

De bedragen ingeschreven op de basisallocaties worden uitgedrukt in duizenden euro.

**Art. 16.** De middelenbegroting bevat de raming van de in de loop van het begrotingsjaar vastgestelde rechten van de diensten van het College.

De ramingen van de ontvangsten voor de programma's worden uitgesplitst in begrotingsartikelen, overeenkomstig de economische classificatie.

Onverminderd andere classificaties, worden de begrotingsartikelen eveneens gecodificeerd volgens de functionele classificatie.

**Art. 17.** De algemene uitgavenbegroting voorziet in en verleent machtiging voor de uitgaven, per programma.

De kredieten voor de programma's onderscheiden de begrotingsmiddelen per activiteit, volgens hun bestemming, en per hoofdgroep qua aard, volgens de economische classificatie.

De kredieten voor de programma's worden uitgesplitst in basisallocaties overeenkomstig de economische classificatie.

Onverminderd andere classificaties, worden de basisallocaties eveneens gecodificeerd volgens de functionele classificatie.

**Art. 18.** De genderdimensie zal in het begrotingsproces worden opgenomen om bij te dragen tot de versterking van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen.

Overeenkomstig artikel 2, derde lid van het voornoemde decreet van 21 juni 2013, bepaalt het College de regels voor de toepassing van deze integratie in alle fasen van de begrotingscyclus.

**Art. 19.** De algemene uitgavenbegroting bepaalt, zo nodig, de aan de uitgaven verbonden voorwaarden.

Bij ontstentenis van een bepaling opgenomen in een organieke wet of decreet, wordt er in de algemene uitgavenbegroting bepaald dat het College de facultatieve subsidies die uitdrukkelijk zijn ingeschreven, kan toekennen ten laste van de basisallocaties die voorkomen in de begrotingstabel en waarvan de economische code overeenstemt met overdracht van inkomsten of kapitaal in de vorm van een subsidie.

De subsidies worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door het College.

**Art. 20.** De algemene toelichting bij de begroting bevat inzonderheid :

1° de analyse en de synthese van de begroting;

2° een sociaaleconomisch verslag dat de macro-economische gegevens bevat die relevant zijn voor de begrotingsopmaak, evenals de staat van de sociaaleconomische ontwikkeling van de personen die de onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie vallende instellingen frequenteren;

3° een financieel verslag, dat inzonderheid een verslag over de schuld en de thesaurie inhoudt;

4° een verslag over het gebruik van de kredieten die het mogelijk hebben gemaakt de krijtlijnen van de regeringspolitiek te financieren, voor de duur van de regeerperiode;

5° een verslag over de staat van het onroerend vermogen van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen;

6° wat de ontvangsten betreft, de raming van de bedragen die tijdens het begrotingsjaar geïnd zullen worden;

7° wat de uitgaven betreft, de raming, per programma, van de betalingen tijdens het begrotingsjaar.

**Art. 21.** De algemene toelichting bij het eerst ontwerp van decreet houdende de begroting, neergelegd na de eedaflegging van de leden van het College na de verkiezingen, bevat eveneens :

1° de begrotingsdoelstellingen die tijdens de regeerperiode moeten nageleefd worden en de parameters waarop zij steunen, evenals de beoogde strategie om deze doelstellingen te bereiken;

2° oriënteringsnota's die het verband vaststellen tussen de begrotingsdoelstellingen bedoeld in 1° en de krijtlijnen van de regeringspolitiek voor de duur van de regeerperiode.

De verschillende oriënteringsnota's dienen te passen in het kader van de vastgestelde begrotingsdoelstellingen;

3° dankzij de oriënteringsnota's bedoeld in punt 2° van hetzelfde artikel, wordt een meerjarenbegroting opgesteld. Deze meerjarenbegroting vertaalt de belangrijkste gekozen beleidsopties in een meerjarig perspectief en geeft een prognose van de begrotingsevolutie voor elk van de jaren van de regeerperiode;

4° een projectie, voor vastleggingen en ordonnanceringen, van de tijdens de duur van de regeerperiode beoogde investeringen wordt opgesteld, ongeacht of deze investeringen al dan niet voortvloeien uit eerdere vastleggingen. Deze projectie zal gepaard gaan met een samenvattende nota die een overzicht geeft van de beoogde investeringen en van de sociale en milieu-effecten die ervan worden verwacht.

5° de identificatie van minstens één beleidslijn van de overheid waarvoor tijdens de regeerperiode een evaluatiesysteem zal worden gebruikt. De memorie van toelichting omvat tevens een presentatie van de sturingsmiddelen en dus van het gebruikte evaluatiesysteem.

**Art. 22.** Wanneer het bereiken van de budgettaire jaar- en/of meerjarendoelstelling in gevaar dreigt te komen, stelt het College de Raad aanpassingsmaatregelen voor.

Wanneer het College tijdelijke maatregelen treft die de vastleggingen beperkt in afwachting van de begrotingsaanpassing, worden deze tijdelijke maatregelen meegedeeld aan de Raad en aan het Rekenhof.

#### HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot regeling van het gebrek aan of de ontoereikendheid van kredieten*

##### *Afdeling 1. — Gebrek aan kredieten*

**Art. 23.** Indien blijkt dat de algemene uitgavenbegroting niet vóór het begin van het begrotingsjaar kan worden goedgekeurd, opent een decreet voorlopige kredieten die noodzakelijk zijn voor de werking van de in dit decreet bedoelde administratieve diensten en administratieve openbare instellingen en in mindering moeten komen van de begroting van dat begrotingsjaar.

**Art. 24.** Het decreet waarbij voorlopige kredieten worden geopend stelt de termijn vast waarop deze kredieten betrekking hebben.

De termijn waarvoor vastleggings- en vereffeningskredieten worden toegekend, mag niet meer dan vier maanden bedragen, behalve wanneer wettelijke of contractuele verplichtingen een langere termijn opleggen.

**Art. 25.** De voorlopige kredieten worden berekend op grond van de overeenkomstige kredieten in de laatst goedgekeurde algemene uitgavenbegroting.

De voorlopige kredieten mogen niet worden aangewend voor uitgaven van een nieuwe aard waartoe de wetgever voordien geen machtiging heeft verleend.

Behoudens bijzondere bepalingen van de decreten waarbij voorlopige kredieten worden geopend, mogen de uitgaven niet hoger liggen dan de bedragen van de kredieten per programma van de laatst goedgekeurde begroting, en dit in verhouding tot de termijn waarop de voorlopige kredieten betrekking hebben.

**Art. 26.** Vanaf de eerste dag van de maand volgend op de goedkeuring van de algemene uitgavenbegroting door de Raad, houden de effecten van de decreten die tijdelijke kredieten open onmiddellijk op en worden de uitgaven gemaakt sinds het begin van het begrotingsjaar aangerekend ten laste van de kredieten van de goedgekeurde begroting.

#### *Afdeling 2. — Ontoereikendheid van kredieten*

**Art. 27.** Onverminderd artikel 6 kan het College geen enkele uitgave vastleggen of vereffenen boven de geopende kredieten of boven de machtigingen verleend door het College krachtens artikel 28.

Het oefent in dit kader de functies uit van primaire ordonnateur die de ontvangsten en uitgaven uitvoert.

Het mag het bedrag van de kredieten, bestemd voor de uitgaven van zijn diensten, niet verhogen door bijzondere ontvangsten.

**Art. 28.** § 1. In dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden, of in geval van ontoereikendheid van kredieten, kan het College, bij gemotiveerde beraadslaging, machtiging verlenen tot het vastleggen, vereffenen en betalen van uitgaven boven de limiet van de begrotingskredieten of, bij ontstentenis van kredieten, ten belope van het door de beraadslaging vastgesteld bedrag.

Deze kan betrekking hebben op een machtiging die ertoe strekt het budgettaire vastleggingskrediet te verhogen zonder wijziging van het vereffeningskrediet, op een machtiging strekkende tot verhoging van het vereffeningskrediet zonder wijziging van het vastleggingskrediet of op een machtiging tot vastlegging gegeven in de ordonnantie houdende de algemene uitgavenbegroting.

De uitgavenvastleggingen en -vereffeningen die de beraadslaging toestaat, worden afzonderlijk geregistreerd in de boekhouding.

De tekst van de beraadslagingen wordt onmiddellijk aan de Raad en het Rekenhof meegedeeld. Eventueel doet het Rekenhof onverwijld zijn opmerkingen toekomen aan de Raad.

§ 2. Indien het College vanwege uitzonderlijke omstandigheden niet tijdig kan vergaderen, wordt de beslissing genomen door het lid van het College dat bevoegd is voor Begroting.

§ 3. De bij de beraadslagingen bedoelde machtigingen worden opgenomen in een ontwerp van decreet waarbij de nodige kredieten worden geopend.

De beraadslaging moet in de volgende gevallen het voorwerp uitmaken van een ontwerp van decreet ad hoc :

1° wanneer de beraadslaging betrekking heeft op een bedrag van minstens 2 miljoen euro;

2° wanneer de beraadslaging machtiging verleent voor een uitgave van minstens 500.000 euro die minstens 15 procent vertegenwoordigt van het administratief krediet ten laste waarvan de uitgave wordt aangerekend.

Iedere uitvoering van de beraadslaging wordt opgeschort tot het in het tweede lid bedoelde ontwerp van decreet ad hoc is ingediend. Wanneer beraadslagingen achtereenvolgens betrekking hebben op dezelfde basisallocatie, worden de bedragen waarvoor zij machtiging verlenen samengeteld voor de toepassing van deze bepalingen.

§ 4. § 3 is niet van toepassing op de beraadslagingen die machtiging verlenen voor uitgaven waarvoor kredieten zijn uitgetrokken in een reeds ingediend ontwerp van decreet.

§ 3, tweede lid is niet van toepassing wanneer het College beslist om bepaalde andere kredieten te blokkeren ten belope van het in de beraadslaging vastgestelde bedrag; in de beraadslaging worden de geblokkeerde kredieten aangegeven.

#### *Afdeling 3. — Herverdeling van de kredieten in de loop van het begrotingsjaar*

**Art. 29.** Het College bepaalt de modaliteiten volgens welke het, tijdens het begrotingsjaar, de kredieten tussen de basisallocaties kan herverdelen.

Deze herverdeling wordt uitgevoerd :

1° binnen de perken van de vastleggingskredieten van elk van de programma's van de algemene uitgavenbegroting;

2° binnen de perken van de vereffeningskredieten van elk van de programma's van de algemene uitgavenbegroting;

Deze herverdelingen worden zonder verwijl aan de Raad en aan het Rekenhof meegedeeld.

In voorkomend geval deelt het Rekenhof aan de Raad zijn opmerkingen mee aangaande de documenten bedoeld in de artikelen 10, tweede lid, 14 en 29.

#### *HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de Europese verbintenissen inzake begrotingsevenwicht*

**Art. 30.** § 1. Bij het nastreven van de begrotingsdoelstellingen en -verplichtingen bedoeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 13 december 2013, zorgt het College eveneens voor het bereiken van de doelstellingen en het inacht nemen van de voorschriften bedoeld in de artikelen 8, 9, 11, 14, 106.2, en 153 van het VWEU en artikel 2 van Protocol 26 betreffende de diensten van algemeen belang dat bij het Verdrag is gevoegd, alsook de sociale en milieudoelstellingen die de Europese Unie in haar EU 2020-strategie heeft gesteld.

§ 2. De begroting draagt bij tot het bereiken van de sociale, milieu- en begrotingsdoelstellingen bedoeld in de vorige paragraaf, door de kalender in acht te nemen die door de Europese Commissie wordt voorgesteld overeenkomstig de toepasselijke regels van het recht van de Europese Unie.

§ 3. Het College wijst de openbare instelling aan die ermee belast is om, minstens één keer per jaar, een bekend te maken evaluatie uit te voeren van de naleving van de sociale en milieudoelstellingen, in de zin van de artikelen 8, 9, 11, 14, 106.2, en 153 van het VWEU en artikel 2 van Protocol 26 betreffende de diensten van algemeen belang dat bij het Verdrag is gevoegd, alsook de sociale en milieudoelstellingen die de Europese Unie in haar EU 2020-strategie heeft gesteld.

De sociale partners kunnen ook te allen tijde een advies uitbrengen aan het College.

§ 4. De begroting kan tijdelijk afwijken van de begrotingsdoelstelling bedoeld in § 1 in uitzonderlijke omstandigheden, zoals is bepaald in artikel 2, 19°, voor zover de tijdelijke afwijking niet de budgettaire haalbaarheid van de Franse Gemeenschapscommissie op lange termijn in het gedrang brengt.

§ 5. 1° Het College keurt een correctiestelsel goed dat het samenwerkingsakkoord van 13 december 2013 in acht neemt, dat toepasselijk is indien de Hoge Raad van Financiën een ernstige afwijking vaststelt.

2° Als het in het eerste lid bepaalde correctiestelsel wordt toegepast, stelt het College een ontwerp van correctieplan op. Dit geeft aanleiding tot een ontwerp van aanpassing van de begroting van het huidige jaar dat wordt voorgelegd aan de Raad.

Dit ontwerp van plan moet streven naar de in § 1 bedoelde begrotingsdoelstelling door gelijktijdig bij te dragen tot het bereiken van de sociale en milieudoelstellingen die zijn bepaald door de Franse Gemeenschapscommissie. Het dient bij te dragen tot het bereiken van de doelstellingen en het inacht nemen van de voorschriften bedoeld in de artikelen 8, 9, 11, 14, 106.2, en 153 van het VWEU en artikel 2 van Protocol 26 betreffende de diensten van algemeen belang dat bij het Verdrag is gevoegd, alsook de sociale en milieudoelstellingen die de Europese Unie in haar EU 2020-strategie heeft gesteld.

Het steunt zowel op een inspanning op het vlak van de ontvangsten als op het vlak van de uitgaven en kan, in voorkomend geval, sommige uitgaven belastingvrij maken.

Het College zorgt inzonderheid voor de uitoefening van de opdrachten van openbare dienst en voor het investeren in de instrumenten die de duurzame ontwikkeling van de Franse Gemeenschapscommissie in de hand kunnen werken. Het ontwerp van correctieplan doet geen afbreuk aan de bevoegdheid van de Franse Gemeenschapscommissie om niet-economische diensten van algemeen belang te leveren, te doen uitvoeren en te organiseren.

3° Voor elk ontwerp van correctieplan dat het College aan de Raad voorstelt wordt een evaluatie ex ante van de gevolgen op sociaal, milieu- en economisch vlak uitgevoerd door de door het College aangewezen openbare instelling, en wordt een voorafgaand advies van de sociale partners ingewonnen, volgens de door het College nader te bepalen regels.

Die evaluatie bevat inzonderheid een analyse van de herverdelingsgevolgen van de ontworpen maatregelen, inzonderheid op grond van de GINI-coëfficiënt, en een analyse van de gendereffecten van die maatregelen.

Het ontwerp van correctieplan, de evaluatie ex ante en het advies van de sociale partners worden aan de Raad samen met het ontwerp van aanpassing van de begroting overgemaakt.

4° Volgens door het College nader te bepalen regels, wordt voor het correctieplan een evaluatie ex post van de sociale, milieu- en economische gevolgen uitgevoerd door de aangewezen instelling.

Die evaluatie toont aan of de maatregelen die werden genomen om de jaarlijkse begrotingsdoelstelling te bereiken moeten worden gewijzigd, om de doelstellingen te bereiken en de voorschriften na te leven van de artikelen 8, 9, 11, 14, 106.2, en 153 van het VWEU en artikel 2 van Protocol 26 betreffende de diensten van algemeen belang dat bij het Verdrag is gevoegd, alsook de sociale en milieudoelstellingen die de Europese Unie in haar EU 2020-strategie heeft gesteld. Die evaluatie bevat inzonderheid een analyse van de herverdelingsgevolgen van de ontworpen maatregelen, inzonderheid op grond van de GINI-coëfficiënt, en een analyse van de gendereffecten van die maatregelen.

Het College deelt deze evaluatie mee aan de sociale partners en aan de Raad.

§ 6. De door het College aangewezen openbare instelling gaat, volgens de modaliteiten bepaald door het College, over tot een globale evaluatie van de toepassing van het Verdrag op uiterlijk 31 december 2017. Het College winst vooraf het advies in van de sociale partners. Het College deelt deze evaluatie mee aan de sociale partners en aan de Raad.

§ 7. Het College bepaalt de regels voor de raadpleging van en communicatie met de sociale partners, voorzien in dit artikel.

### TITEL III. — *Bepalingen betreffende de algemene boekhouding*

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 31.** Elke boekhoudkundige entiteit voert een algemene boekhouding op basis van een boekhoudplan opgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 10 november 2009 tot vaststelling van het boekhoudplan van toepassing op de Federale Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie.

**Art. 32.** Overeenkomstig artikel 6 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 wordt de algemene boekhouding gevoerd volgens de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

Ze strekt zich uit over de totaliteit van de bezittingen en rechten van elke boekhoudkundige entiteit, haar schulden, verplichtingen en verbintenissen van welke aard ook.

Elke boekhoudverrichting wordt zonder uitstel, getrouw en volledig en naar tijdsorde geboekt en gestaafd met een verantwoordingsstuk.

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

**Art. 33.** De algemene boekhouding bevat analytische componenten.

Het College bepaalt de gemeenschappelijke en verplichte basisstructuur van deze componenten.

**Art. 34.** Overeenkomstig artikel 7 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, stelt elke boekhoudkundige entiteit in dezelfde vorm als het boekhoudplan een jaarinventaris op van de activa en passiva van haar vermogen.

**Art. 35.** Elke verrichting wordt gehecht aan het boekjaar of begrotingsjaar waarin ze heeft plaats gehad.

Daarnaast moeten, om tot een boekjaar of begrotingsjaar te behoren, de rechten vastgesteld zijn in dat jaar.

De vastgestelde rechten die evenwel niet vóór 1 februari van het volgende jaar zijn geboekt, maken deel uit van een volgend jaar.

**Art. 36.** Een recht wordt vastgesteld als de volgende voorwaarden worden vervuld :

- 1° het bedrag ervan is nauwkeurig vastgesteld;
- 2° de identiteit van de schuldenaar of schuldeiser is bepaalbaar;
- 3° er is een verplichting tot betaling;
- 4° de betrokken dienst bezit een verantwoordingsstuk.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de vaststelling van de rechten.

**Art. 37.** De verrichtingen worden methodisch geboekt in de algemene boekhouding en, voor zover ze ook begrotingsverrichtingen zijn, tegelijkertijd in de begrotingsboekhouding.

**Art. 38.** De verantwoordingsstukken worden methodisch geklasseerd en bewaard voor een periode van minstens tien jaar en zo opgeslagen dat ze kunnen worden geraadpleegd.

Voor documenten die niet tegenstelbaar zijn aan derden, wordt de bewaringstermijn beperkt tot minstens drie jaar.

Het College legt de voorwaarden vast waaraan de verantwoordingsstukken moeten voldoen, evenals de voorwaarden betreffende hun bewaring en beschikbaarstelling voor interne en externe controle.

**Art. 39.** De boeken en journalen worden bijgehouden en bewaard op een wijze die hun materiële continuïteit, hun regelmatigheid en de onomkeerbaarheid van de boekingen verzekert.

Het College bepaalt er de modaliteiten van.

**Art. 40.** Iedere boekhoudkundige eenheid verricht, minstens één keer per jaar, de nodige opnemingen, verificaties, onderzoeken en waarderings om per 31 december de inventaris op te maken van al haar bezittingen en rechten, schulden en verplichtingen van welke aard ook en van de daartoe bestemde eigen middelen.

Die inventaris wordt opgesteld overeenkomstig de balansklassen van het algemene boekhoudplan bedoeld in artikel 31.

**Art. 41.** Het uitstaande bedrag van de vastleggingen wordt minstens één keer per jaar geboekt in de algemene boekhouding, en dit op datum van inventaris.

## HOOFDSTUK II. — *Regels betreffende de organisatie van de boekhoudkundige en financiële diensten*

### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 42.** Het College bepaalt de regels betreffende de organisatie van de boekhouding door te verzekeren dat het beginsel van scheiding van de functies van ordonnateur en rekenplichtige wordt nageleefd.

### *Afdeling 2. — De ordonnateurs*

**Art. 43.** Het College oefent de functie uit van primair ordonnateur.

Het College wijst haar leden aan de secundaire ordonnateur worden. Deze oefenen in dit kader dezelfde functies uit als het College.

Het College wijst de gedelegeerde of gesubdelegeerde ordonnateurs aan en stelt hun verantwoordelijkheden vast.

De gedelegeerde of gesubdelegeerde ordonnateur moet door het College worden gekozen uit de ambtenaren onderworpen aan het statuut.

De ordonnateur, of hij nu primair, secundair, gedelegeerd of gesubdelegeerd is, neemt het initiatief voor een verrichting met het oog op de uitvoering van de begroting.

### *Afdeling 3. — De rekenplichtigen*

**Art. 44.** § 1. Het College keurt de bepalingen goed van de aanstelling van de rekenplichtigen, namelijk :

1. de centraliserende rekenplichtige van de uitgaven;
2. de centraliserende rekenplichtige van de ontvangsten;
3. de rekenplichtige van de geschillen;
4. de rekenplichtige van de liggende gelden;
5. de gewone rekenplichtige(n);
6. de buitengewone rekenplichtige(n) en de verantwoordelijkheden die hen worden toebedeeld.

Zij worden in principe door het College gekozen uit de ambtenaren onderworpen aan het statuut. Bij ontstentenis van voor deze functie gekwalificeerde statutaire ambtenaren, kan het College gekwalificeerde contractuele ambtenaren aanwijzen.

De rekenplichtigen zijn belast, onder hun eigen handtekening (manueel of elektronisch), met de uitvoering van de thesaurieverrichtingen op een of meerdere rekeningen geopend op hun naam bij de kassier. De thesaurieverrichtingen omvatten enkel de verrichtingen, op bevel, van invordering en betaling, alsook de inschrijving ervan in de boekhouding.

De rekenplichtigen zijn gemachtigd om te gaan met gelden. Ze zijn verantwoordelijk voor hun bewaring.

Ze maken een rekening op van de thesaurieverrichtingen die ze hebben uitgevoerd :

- a) minstens één keer per jaar met afsluiting op 31 december;
- b) bij vaststelling van een tekort;
- c) op de dag waarop de functies van rekenplichtigen eindigen;
- d) voor wat de buitengewone rekenplichtige betreft, driemaandelijks.

Deze rekening wordt naar het Rekenhof gezonden in de maand van de opstelling ervan.

De rekenplichtigen zijn onderworpen aan de gerechtelijke bevoegdheid van het Rekenhof.

§ 2. De centraliserende rekenplichtige van de uitgaven is belast met de centralisering van de uitgaven op de centrale uitgavenrekening.

§ 3. De centraliserende rekenplichtige van de ontvangsten is belast met de centralisering van de ontvangsten op de centrale rekening.

§ 4. De rekenplichtige van de geschillen is belast met het beheer van de betalingsbevelen waarbij aan de voorwaarde inzake de identiteit van de schuldeiser voor de bepaling van het vastgestelde recht niet langer voldaan wordt bij de betaling of van betwiste betalingsbevelen.

§ 5. De rekenplichtige van de liggende gelden is belast met het beheer van de niet-uitgevoerde betalingsbevelen.

§ 6. De gewone rekenplichtige is belast met de invordering van de vastgestelde rechten en van de ontvangsten die daarop betrekking hebben.

Inzake de uitgaven kan hij enkel uitvoeren :

- a) periodieke overschrijvingen op de centrale uitgavenrekening;
- b) overschrijven naar een andere rekenplichtige van de ontvangsten;
- c) terugbetalingen van verkeerde stortingen uitgevoerd door derden.

§ 7. De buitengewone rekenplichtige kan, op basis van een voorschot dat hem werd toegestaan, kleine uitgaven doen.

§ 8. Het College regelt de modaliteiten tot uitoefening van de functies beschreven in de §§ 1 tot en met 7.

#### HOOFDSTUK III. — *De thesaurie*

**Art. 45.** Geen uitgave kan worden gedaan zonder de tussenkomst van het College, behoudens de bij decreet voorziene uitzonderingen.

Het College duidt een kassier aan, d.i. de kredietinstelling die de dagstaat van de thesaurie van de Brusselse Franstalige Entiteit, bijhoudt.

Het College bepaalt de modaliteiten van de organisatie van de thesaurie.

De kassier vervult de rol van kassier in de zin van het decreet, goedgekeurd door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie op 8 februari 2013, houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding.

**Art. 46.** De intresten op de beleggingen worden als ontvangsten ingeschreven op de middelenbegroting van de Brusselse Franstalige Entiteit.

De debetintresten worden als uitgaven ingeschreven op de algemene uitgavenbegroting.

**Art. 47.** Onverminderd artikel 3 van het decreet, goedgekeurd door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie op 8 februari 2013, houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, worden de ontvangsten en uitgaven van de Brusselse Franstalige Entiteit geboekt op centrale rekeningen geopend bij de kassier.

De ontvangsten- en uitgavenrekeningen zijn verbonden met een rekening-courant.

**Art. 48.** Onverminderd artikel 6, § 2, tweede lid van het decreet goedgekeurd door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie op 8 februari 2013, houdende invoering van een financiële centralisatie van de thesaurie van de Franse Gemeenschapscommissie en het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, worden de creditintresten op de vervalddag gestort op een of meerdere daartoe bestemde rekeningen van de Brusselse Franstalige Entiteit.

De debetintresten worden ambtshalve door de financiële instelling aangerekend op een of meerdere daartoe bestemde rekeningen van de Brusselse Franstalige Entiteit.

**Art. 49.** Met uitzondering van de centrale uitgavenrekening en de rekening(en) voorzien in artikel 48, tweede lid, en de rekeningen met termijnbeleggingen, mag geen enkele rekening een negatief saldo vertonen.

**Art. 50.** Op de algemene uitgavenbegroting worden de nodige kredieten ingeschreven ter aanzuivering van het debetsaldo van de rekening(en) van de Brusselse Franstalige Entiteit voorzien in artikel 48, tweede lid.

#### TITEL IV. — *Bepalingen betreffende de uitvoering van de begroting en de begrotingsboekhouding*

##### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 51.** De begrotingsboekhouding moet een permanente opvolging mogelijk maken van de uitvoering van de begroting van de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen. Ze wordt op geïntegreerde wijze in relatie met de in titel III bedoelde algemene boekhouding gevoerd.

**Art. 52.** De verbintenissen die nodig zijn om de ononderbroken werking van de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen te verzekeren, mogen worden aangegaan vanaf 1 november, ten laste van de kredieten van het volgende begrotingsjaar, beperkt tot een derde van de goedgekeurde vastleggingskredieten voor de overeenkomstige uitgaven van het lopende jaar.

De vastleggingsakten bepalen dat de leveringen niet mogen gebeuren en de diensten niet mogen worden gepresteerd vóór de opening van het begrotingsjaar.

**Art. 53.** Worden alleen aangerekend op de begroting van een bepaald jaar :

1° als ontvangsten : de tijdens het begrotingsjaar ten voordele van de dienst vastgestelde rechten;

2° als uitgaven :

a) ten laste van de vastleggingskredieten, de bedragen die worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen ontstaan of aangegaan tijdens het begrotingsjaar en, voor de recurrente verbintenissen, waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken, ten belope van de tijdens het begrotingsjaar opeisbare bedragen;

b) ten laste van de vereffeningskredieten, de bedragen die worden vereffend tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van de vastgestelde rechten die voortvloeien uit voorafgaandelijk of gelijktijdig vastgelegde verbintenissen.

Het College bepaalt de periode waarin een vastgesteld recht kan worden verbonden aan een begrotingsjaar.



HOOFDSTUK II. — *Ontvangstverrichtingen**Afdeling 1. — De vaststelling van een recht*

**Art. 54.** Elke ontvangst is het voorwerp van een vaststelling van een recht, een ordonnanciering en een invordering.

De contante rechten worden gelijktijdig ingeschreven.

**Art. 55.** De vaststelling van een recht is de handeling waarbij de bevoegde ordonnateur het vastgesteld recht tot stand brengt, overeenkomstig artikel 36.

Ieder vastgesteld recht is het voorwerp van een invorderingsbevel opgemaakt door de bevoegde ordonnateur.

De bevoegde ordonnateur belast de boekhouder met de registratie van het vastgesteld recht.

Wanneer er aanwijzingen zijn dat het bedrag niet invorderbaar is, wordt dit als een dubieuze vordering geboekt.

De bevoegde ordonnateur moet de invordering van de ten onrechte betaalde bedragen uitvoeren.

Behoudens een bijzondere bepaling, zijn door de schuldenaar verwijlintresten verschuldigd in geval van niet-betaling op de vervalddag.

*Afdeling 2. — Ordonnanciering van ontvangsten*

**Art. 56.** De ordonnanciering van de ontvangsten is de handeling waarbij de bevoegde ordonnateur de rekenplichtige van de ontvangsten opdraagt een schuldvordering die hij heeft vastgesteld in te vorderen.

De rekenplichtige van de ontvangsten moet er zo snel mogelijk op toezien dat de ontvangsten geïnd worden en moet zorgen voor het behoud van de rechten ervan.

*Afdeling 3. — Invordering van de ontvangsten*

**Art. 57.** De vastgestelde rechten ten gunste van de diensten houden op te bestaan door de betaling, de annulering of de verjaring ervan.

Een vastgesteld recht kan in de onderstaande gevallen gedeeltelijk of volledig geannuleerd worden door de bevoegde ordonnateur :

1° op grond van een verantwoordingsstuk dat een correctie rechtvaardigt van het geboekte vastgestelde recht of waaruit de uitdoving door verjaring blijkt;

2° wanneer de kost van de invorderingsprocedure het bedrag van de schuldvordering overschrijdt.

De beslissing daarover wordt genomen :

a) door het College, voor de Diensten van het College en voor de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie;

b) voor de administratieve openbare instellingen, door hun beheersorganen.

**Art. 58.** Een vastgesteld recht wordt voor onbepaalde termijn opgeschort wanneer een recht niet kan worden ingevorderd in het kader van de gewone procedure en niet als definitief niet-invorderbaar kan worden beschouwd.

HOOFDSTUK III. — *De uitgavenverrichtingen**Afdeling 1. — Uitgavenverrichtingen*

**Art. 59.** Elke uitgave is het voorwerp van een vastlegging, een vereffening, een ordonnanciering en een betaling.

*Afdeling 2. — Vastlegging van de uitgaven*

**Art. 60.** § 1. De boekhoudkundige vastlegging bestaat uit de boeking, ten laste van het vastleggingskrediet van het overeenstemmende begrotingsartikel, van de bedragen die nodig zijn voor latere of gelijktijdige vereffeningen, met het oog op een juridische verbintenis.

De volgende uitgaven kunnen het voorwerp uitmaken van een provisionele vastlegging :

– de bezoldigingen, pensioenen, vergoedingen, toelagen, enz.

– de schulden,

– de uitgaven die voortvloeien uit de huurcontracten van goederen of diensten en abonnementen.

Het decreet houdende de uitgavenbegroting kan een provisionele vastlegging voorzien voor de uitgaven die het aanwijst.

§ 2. – Het College bepaalt de voorwaarden waaronder de uitvoering van een juridische verbintenis, die aanleiding geeft tot een aanrekening ten laste van den vereffeningkrediet, gelijktijdig aanleiding geeft tot een aanrekening van hetzelfde bedrag ten laste van het overeenstemmende vastleggingskrediet.

Het aangaan van een juridische verbintenis is de handeling waarbij de ordonnateur een verplichting doet ontstaan of constateert die tot een last leidt.

De goedkeuring van contracten en overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, evenals de besluiten tot toekenning van subsidies, kunnen niet betekend worden vooraleer die contracten, overheidsopdrachten en besluiten door de controleur van de vastleggingen en vereffeningen zijn aangerekend op de vastleggingskredieten.

**Art. 61.** § 1. Voor elke maatregel waardoor een uitgave ten laste van de begroting ontstaat, verricht de bevoegde ordonnateur eerst een boekhoudkundige vastlegging alvorens een juridische verbintenis met derden te sluiten.

§ 2. Voor juridische verbintenissen die worden aangegaan voor acties waarvan de realisatie zich over meer dan één boekjaar uitstrekt, evenals voor de overeenkomstige boekhoudkundige vastleggingen, behalve wanneer het personeelsuitgaven betreft, geldt een uiterste uitvoeringsdatum om een goed financieel beheer te verzekeren.

De delen van deze verbintenissen die twaalf maanden na deze datum niet zijn uitgevoerd, zijn het voorwerp van een overeenstemmende vermindering van de vastlegging.

§ 3. Wanneer een juridische verbintenis vervolgens gedurende een periode van vijf jaar tot geen enkele betaling heeft geleid, gaat de bevoegde ordonnateur over tot een overeenstemmende vermindering van de vastlegging.

§ 4. Het College bepaalt de modaliteiten met betrekking tot de boekhoudkundige vastleggingen.

Het op het einde van het begrotingsjaar uitstaande bedrag van de boekhoudkundige vastleggingen wordt naar het volgende begrotingsjaar overgedragen.

**Art. 62.** Bij elke inschrijving van een boekhoudkundige vastlegging, vergewist de bevoegde ordonnateur zich van :

- 1° de juistheid van de aanrekening op de begroting;
- 2° de beschikbaarheid van de kredieten;
- 3° de conformiteit van de uitgave met de grondwettelijke, wettelijke en reglementaire bepalingen;
- 4° de naleving van het beginsel van goed financieel beheer.

Bij de juridische verbintenis vergewist de bevoegde ordonnateur zich van de dekking van deze verbintenis door de overeenkomstige boekhoudkundige vastlegging.

De bevoegde ordonnateur kan deze opdrachten delegeren volgens de modaliteiten die zijn vastgesteld door het College.

#### *Afdeling 3. — Vereffening van de uitgaven*

**Art. 63.** De vereffening van een uitgave is de handeling waardoor de bevoegde ordonnateur het vastgesteld recht valideert, overeenkomstig artikel 36.

De bevoegde ordonnateur belast de boekhouder met de inschrijving van de vereffening.

#### *Afdeling 4. — Ordonnancering van de uitgaven*

**Art. 64.** De ordonnancering van de uitgaven is de handeling waarbij de bevoegde ordonnateur, nadat hij heeft geverifieerd of de kredieten beschikbaar zijn, de rekenplichtige, door middel van de uitgifte van een betalingsbevel, opdraagt het bedrag van de door hem vereffende uitgave te betalen.

#### *Afdeling 5. — Betaling van de uitgaven*

**Art. 65.** De betaling van de uitgaven wordt door de rekenplichtige verricht binnen de grenzen van de beschikbare gelden.

**Art. 66.** Het College kan, op de kredieten van het begrotingsjaar, de vastlegging toestaan van bedragen uit hoofde van verbintenissen ontstaan in vorige begrotingsjaren.

#### *HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de uitvoeringsrekening van de begroting*

**Art. 67.** De uitvoeringsrekening van de begroting wordt opgesteld volgens de onderverdeling van de goedgekeurde begroting. Deze rekening omvat :

- 1° voor de ontvangsten :
  - a) de raming van de vastgestelde rechten van het begrotingsjaar;
  - b) de vastgestelde rechten van het begrotingsjaar;
  - c) het verschil tussen de raming van de vastgestelde rechten en de vastgestelde rechten;
- 2° voor de uitgaven :
  - a) het gebruik van de vastleggingskredieten :
    - de bij de begroting geopende vastleggingskredieten;
    - de ingeschreven vastleggingen die betrekking hebben op het begrotingsjaar;
    - het verschil tussen de vastleggingskredieten en de ingeschreven vastleggingen;
  - b) het gebruik van de vereffeningskredieten :
    - de bij de begroting geopende vereffeningskredieten;
    - de vastgestelde kredieten die zijn vereffend tijdens het begrotingsjaar;
    - het verschil tussen de vereffeningskredieten en de vastgestelde rechten die werden vereffend;
- 3° voor de begrotingsfondsen :
  - de werkelijk geïnde ontvangsten voor elk fonds;
  - de uitgaven die zijn aangerekend op elk fonds.

#### *HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de algemene rekening*

**Art. 68.** De rekening van de diensten van het College, de administratieve openbare diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen wordt opgemaakt door het College en uiterlijk op 30 april overgemaakt aan het Rekenhof.

**Art. 69.** De geconsolideerde algemene rekening wordt opgemaakt door het College en voor certificatie overgemaakt aan het Rekenhof vóór 31 augustus van het jaar volgend op het jaar waarop ze betrekking heeft.

Zij omvat :

- 1° de jaarrekening die het volgende omvat :
  - de balans op 31 december;
  - de resultatenrekeningen opgesteld op basis van de kosten en opbrengsten van het voorbije boekjaar;
  - de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen van het jaar, in ontvangsten en uitgaven;
  - de bijlage;
- 2° de uitvoeringsrekening van de begroting, opgesteld op basis van de begrotingsboekhouding, in dezelfde vorm als de begroting, en haar bijlage.

Het College bepaalt de consolidatiemodaliteiten.

**Art. 70.** De bijlage bij de jaarrekening omvat in het bijzonder een commentaar over de weerhouden consolidatie- en waarderingsregels en een verslag over de eventuele verkopen of andere vervreemdingen van de roerende en onroerende goederen die hebben plaats gehad in de loop van het begrotingsjaar.

Het College bepaalt de vorm en de inhoud van deze bijlage.

**Art. 71.** De bijlage bij de uitvoeringsrekening vermeldt minstens :

1° voor de ontvangsten :

- a) de raming van de in de begroting vermelde geïnde bedragen;
- b) de tijdens vorige jaren vastgestelde rechten die niet waren geïnd in het begin van het begrotingsjaar;
- c) de bedragen die werden geïnd tijdens het begrotingsjaar;
- d) de nog te innen vastgestelde rechten;
- e) het verschil tussen de ramingen en de geïnde bedragen;

2° voor de uitgaven :

- a) de raming van de in de begroting vermelde betalingen;
- b) de tijdens vorige jaren vereffende rechten die niet waren betaald in het begin van het begrotingsjaar;
- c) de betalingen verricht tijdens het begrotingsjaar;
- d) de nog te betalen vereffende rechten,
- e) het verschil tussen de ramingen en de betalingen.

**Art. 72.** Uiterlijk drie maanden na ontvangst van de certificatie van de rekeningen door het Rekenhof zoals bedoeld in artikel 69, maakt het College het ontwerp van decreet houdende goedkeuring van de algemene rekening van de Brusselse Franstalige Entiteit over aan de Raad.

**Art. 73.** Het boekjaar en het begrotingsjaar worden definitief afgesloten door stemming van het decreet houdende goedkeuring van de algemene rekening van dit jaar.

#### TITEL V. — *Bepalingen betreffende het controlesysteem*

##### HOOFDSTUK I. — *De interne controle*

###### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 74.** Het College organiseert een interne controle.

De interne controle is een proces dat bedoeld is om een behoorlijke garantie te geven inzake risico's die met name betrekking hebben op :

- 1° de conformiteit met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, reglementen en contracten;
- 2° de verwezenlijking van de nagestreefde doelstellingen;
- 3° de naleving van de vastleggings- en vereffeningfasen van de uitgaven en van de correcte vaststelling van de rechten ten aanzien van derden;
- 4° de betrouwbaarheid en integriteit van de operationele en financiële informatie;
- 5° het beheer van de bevoorradings- en leveringen nodig voor de werking en activiteit van de entiteit en de bescherming van haar vermogen.

De interne controle wordt uitgevoerd door elke dienst van het College, administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie en administratieve openbare instelling op basis van geschreven procedures. De modaliteiten en de belangrijkste fasen van de interne controle worden vastgesteld door het College.

###### *Afdeling 2. — Controle van de vastleggingen en de vereffeningen*

**Art. 75.** Het College organiseert de controle van de vastleggingen en de vereffeningen.

Deze controle wordt uitgevoerd door een controleur van de vastleggingen en de vereffeningen. De functie is onafhankelijk van de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen waarvan hij de verrichtingen onderzoekt.

De controleurs worden aangesteld door het College en gekozen uit de statutaire ambtenaren.

Om hun onafhankelijkheid te verzekeren biedt het College hen een statuut dat deze garantie biedt.

Ze staan onder het exclusieve gezag van het lid van het College dat bevoegd is voor Begroting.

Er kan geen tuchtstraf worden opgelegd aan de controleurs van de vastleggingen en de vereffeningen zonder voorafgaand advies van het Rekenhof.

Hetzelfde geldt voor alle maatregelen die van aard zijn hen te benadelen.

Het advies van het Rekenhof wordt gegeven binnen acht dagen na de kennisgeving van het dossier aan het Hof.

De tekst van het advies wordt hernomen in de betekening die de straf uitspreekt of de maatregel toepast. Een kopie van de betekening wordt onmiddellijk aan de Raad en het Rekenhof meegedeeld.

**Art. 76.** De controleurs van de vastleggingen en de vereffeningen :

- 1° geven een visum aan de uitgevoerde vastleggingen ten laste van de begroting, teneinde erop toe te zien dat ze de vastleggingskredieten niet overschrijden;
- 2° geven een visum aan de uitgevoerde vereffeningen ten laste van de begroting teneinde erop toe te zien dat ze de vereffeningkredieten en de bedragen van de vastleggingen waarop ze betrekking hebben niet overschrijden;
- 3° geven een visum aan de betekening van de goedkeuring van de contracten en overheidsopdrachten, en aan de besluit tot toekenning van subsidies voordat deze betekend worden aan de begunstigen.

Het College bepaalt de modaliteiten voor de interventies van de controleurs van de vastleggingen en de vereffeningen.

De controleurs van de vastleggingen en de vereffeningen kunnen alle documenten laten voorleggen en inlichtingen en verduidelijkingen laten verschaffen in verband met de vastleggingen en de vereffeningen.

**Art. 77.** De controleurs van de vastleggingen en de vereffeningen leggen aan het Rekenhof een jaarlijks overzicht voor van de bedoelde vastleggingen en vereffeningen. De verantwoordingsdocumenten moeten, in voorkomend geval, ter beschikking kunnen worden gesteld van het Rekenhof.

Dit overzicht wordt opgenomen in de uitvoeringsrekening van de begroting.

#### HOOFDSTUK II. — *De interne audit*

**Art. 78.** Het College organiseert een intense audit om de werking en de organisatie van de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen, evenals de doeltreffendheid en doelmatigheid van de interne controle, te onderzoeken en te evalueren.

De interne audit vervult ook een adviserende functie.

Er wordt een Auditcomité ingesteld om het interne controleproces te sturen.

Het College bepaalt de modaliteiten van organisatie en tussenkomst van de interne audit en het Auditcomité, evenals deze betreffende het meedelen van de vaststellingen en aanbevelingen.

#### HOOFDSTUK III. — *De administratieve en begrotingscontrole*

**Art. 79.** Het College houdt toezicht op de uitvoering van de begroting en bepaalt zijn houding ten opzichte van de voorstellen van decreet en de van het Parlement uitgaande amendementen waarvan de goedkeuring een weerslag zou hebben op hetzij de ontvangsten, hetzij de uitgaven.

**Art. 80.** Het regelt de voorafgaande begrotingscontrole van de voorontwerpen en ontwerpen van decreet, van de voorontwerpen en ontwerpen van besluit en ministerieel besluit of van beslissing, rekening houdend met de beschikbare kredieten of met de weerslag ervan op de ontvangsten en de uitgaven.

**Art. 81.** Overeenkomstig artikel 51, derde lid van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten, organiseert het College een administratieve en begrotingscontrole. Om zich te laten bijstaan in het kader van deze controle, beschikt het College over inspecteurs van financiën die ter beschikking worden gesteld en onder zijn gezag worden geplaatst.

Deze inspecteurs van financiën brengen hun adviezen uit in volle onafhankelijkheid en in overeenstemming met de deontologie van het Interfederaal Korps van de Inspectie van Financiën.

Naast de uitoefening van die administratieve en begrotingscontrole, vervullen de inspecteurs van financiën de functie van budgettaire en financiële raadgever van het College.

De inspecteurs van financiën voeren hun opdracht uit op stukken en ter plaatse.

Ze hebben toegang tot alle dossiers en alle archieven van de diensten van het College en de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie, ervan elke administratieve openbare instelling met ministerieel beheer, en ontvangen deze diensten en instellingen alle inlichtingen die zij vragen.

Ze mogen niet deelnemen aan het bestuur noch aan het beheer van de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en elke administratieve openbare instelling, en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van de verrichtingen.

**Art. 82.** Overeenkomstig artikel 51, derde lid van de voornoemde bijzondere wet van 16 januari 1989, kunnen de inspecteurs van financiën in opdracht van het College worden belast met een onderzoekopdracht voor financiële en begrotingsaspecten bij de diensten van het College, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen.

#### HOOFDSTUK IV. — *De beheerscontrole*

**Art. 83.** De beheerscontrole is een geheel van procedures dat toeziet op het kwantificeren en meten van de beleidsdoelstellingen die in het begin van de regeerperiode werden vastgesteld in het akkoord van het College en dat zich, jaar na jaar, vertaalt in de algemene beleidsverklaringen.

In dit opzicht bevat het verantwoordingsprogramma van het decreet betreffende begroting een beleidsoriëntatienota voor elke afdeling.

De algemene toelichting bij het eerste ontwerp van decreet houdende de begroting, neergelegd na de eedaflegging van het College, bevat tevens de identificatie van een van de beleidsopties waarvoor tijdens de regeerperiode een evaluatiesysteem zal worden gebruikt in een budgettair perspectief. De memorie van toelichting omvat tevens een presentatie van de sturingsmiddelen en dus van het gebruikte evaluatiesysteem.

Deze beheerscontrole is onafhankelijk van de diensten van het College, administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en administratieve openbare instellingen die het initiatief nemen voor de verrichting waarop de controle betrekking heeft. Deze beheerscontrole wordt uitgevoerd volgens de door het College vastgestelde modaliteiten.

De boordtabellen en de analytische componenten van de algemene boekhouding kunnen, in voorkomend geval, worden gebruikt volgens de door het College vastgestelde modaliteiten.

#### HOOFDSTUK V. — *De externe controle*

**Art. 84.** Overeenkomstig artikel 10, § 1<sup>er</sup> van de voornoemde wet van 16 mei 2003, is het Rekenhof belast met de controle van de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding van de Brusselse Franstalige Entiteit.

Het waakt ervoor dat geen enkel uitgavenkrediet van de begroting wordt overschreden en dat er geen enkele overdracht plaatsvindt.

Het Rekenhof heeft permanent en onmiddellijk toegang tot de budgettaire aanrekeningen. Het licht zonder uitstel het College, en in voorkomend geval de Raad in over elke overschrijding of elke overdracht van uitgavenkredieten die het vaststelt.

Het is ook belast met het onderzoek en de vereffening van de rekeningen van alle rekenplichtigen.

**Art. 85.** § 1. Overeenkomstig artikel 10, § 1 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, onderzoekt het Rekenhof de wettigheid en de regelmatigheid van de uitgaven en de ontvangsten. Inzake de ontvangsten oefent het Rekenhof een algemene controle uit op de vaststelling en de invordering.

Het Rekenhof controleert de goede besteding van de overheidsgelden; het vergewist zich ervan dat de beginselen van zuinigheid, doeltreffendheid en doelmatigheid in acht worden genomen.

Het Rekenhof is gemachtigd om zich alle documenten en inlichtingen, van welke aard ook, met betrekking tot het beheer van de diensten en openbare instellingen die aan zijn controle zijn onderworpen, te doen verstrekken.

Het Rekenhof kan een controle ter plaatse organiseren.

**Art. 86.** Zoals is voorzien in artikel 68 van dit decreet en overeenkomstig artikel 10, § 2, van de voornoemde wet van 16 mei 2003, worden de rekeningen van de openbare instellingen opgericht door of afhankelijk van de Brusselse Franstalige Entiteit, evenals die van de administratieve openbare instellingen, uiterlijk op 30 april overgemaakt aan het Rekenhof.

Het Rekenhof oefent ten aanzien van deze openbare instellingen de controle uit die is bepaald in de artikelen 84 en 85.

**Art. 87.** Overeenkomstig artikel 10, § 2 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, kan het Rekenhof, via inzonderheid de Boeken van opmerkingen, de rekeningen van de Brusselse Franstalige Entiteit openbaar maken, zowel voor de diensten van het College als voor de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie en de administratieve openbare instellingen.

**Art. 88.** De bepalingen van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, zoals gewijzigd, met betrekking tot de juridictionele bevoegdheid van het Rekenhof ten aanzien van de rekenplichtigen van de Staat, zijn van toepassing op de rekenplichtigen van de Brusselse Franstalige Entiteit.

**Art. 89.** In het kader van de controle van de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding bedoeld in artikel 84, gaat het Rekenhof over tot de certificering van de geconsolideerde algemene rekening door een advies uit te brengen :

1° over de naleving van de bepalingen van dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten betreffende het voeren van de boekhouding en de opmaak van de algemene rekening;

2° over de regelmatigheid, ernst en getrouwheid van de algemene rekening.

Het Rekenhof maakt deze certificatie over aan de Raad als bijlage bij de algemene rekening en voegt er zijn opmerkingen aan toe.

#### **TITEL VI. — Bepalingen betreffende de invordering van de niet-fiscale vastgestelde rechten**

**Art. 90.** Indien de niet-fiscale vastgestelde rechten door de schuldenaar worden betwist, brengt de bevoegde rekenplichtige de ordonnateur op de hoogte die deze rechten, na onderzoek, geheel of gedeeltelijk kan annuleren of bevestigen.

Zijn beslissingen worden meegedeeld aan de rekenplichtige die, in voorkomend geval, overgaat tot de nodige inschrijvingen in de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding.

**Art. 91.** Met inachtneming van de door het College te bepalen regels, lege, kan de ordonnateur uitstel van betaling of gemakkelijke betalingsvoorwaarden toestaan aan in gebreke gebleven schuldenaars die zich in een behoorlijk bewezen geldgebrektoestand bevinden.

**Art. 92.** De ordonnateur kan een procedure inzetten tot invordering van de niet-betwiste vastgestelde rechten die, op hun vervalddag en onverminderd artikel 90, door de schuldenaars niet werden betaald, behalve als kan worden bewezen dat deze rechten niet-invorderbaar zijn in de zin van artikel 93.

De ordonnateur kan er de invordering van toevertrouwen aan de bevoegde administratie, overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen, of aan elke interne dienst die bij decreet daartoe wordt gemachtigd.

**Art. 93.** § 1. Onverminderd de artikelen 91 en 92, worden door de ordonnateur definitief als niet-invorderbaar verklaard en als zodanig aangerekend, de vastgestelde rechten :

1° die verjaard zijn krachtens wettelijke of contractuele bepalingen;

2° waarvan de door de ordonnateur geraamde kosten hoger zijn dan het bedrag van de rechten;

3° wanneer het onvermogen van de schuldenaar is bevestigd door een gerechtsdeurwaarder of de fiscale administratie;

4° voortgebracht naar aanleiding van het faillissement of de invereffeningstelling van een vennootschap, op voorlegging van het attest van niet-invorderbaarheid uitgereikt door de curator

In deze gevallen noteert de rekenplichtige een minderwaarde die overeenstemt het niet-invorderbare bedrag in de algemene boekhouding en, in voorkomend geval, in de begrotingsboekhouding.

§ 2. Elke betaling die wordt ontvangen na de verklaring van niet-invorderbaarheid bedoeld in § 1<sup>er</sup>, wordt aangerekend op de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding als ontvangst die contant wordt geïnd.

#### **TITEL VII. — Bepalingen betreffende de toekenning van subsidies, prijzen, legaten en giften**

##### **HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de toekenning, het gebruik en de controle van de subsidies**

**Art. 94.** § 1. Overeenkomstig artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, moet iedere subsidie verleend door de Brusselse Franstalige Entiteit of door een publiekrechtelijke rechtspersoon die daarvan afhangt, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een decreet hem daartoe vrijstelling verleent.

§ 2. Overeenkomstig artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, aan de Brusselse Franstalige Entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De organisatie en de coördinatie van de controles worden bepaald door het College.

§ 3. Overeenkomstig artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie, de begunstigde :

- 1° die de voorwaarden niet naleeft waaronder de subsidie werd verleend;
- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in § 2 bedoelde controle verhindert;

4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling, op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde in gebreke inzake het verstrekken van de in § 1 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

§ 4. Overeenkomstig artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in § 1 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in § 2 bepaalde controle te onderwerpen.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende giften, legaten en prijzen*

**Art. 95.** § 1. Onder toegekende prijs wordt verstaan elke vorm van financiële steun die aan een derde wordt verleend uit erkentelijkheid of als beloning voor zijn verdiensten.

Deze prijs kan bestaan uit :

1. ofwel de toekenning van financiële voordelen;
2. ofwel de toekenning van voordelen in natura in de vorm van goederen of leveringen van prestaties waarvan de financiële last volledig wordt gedekt door de Brusselse Franstalige Entiteit.

§ 2. Een prijs kan enkel uitgereikt worden krachtens een decreet die deze prijs heeft ingesteld en er de toekenningsregels van heeft bepaald, of een specifieke bepaling die is opgenomen in de uitgavenbegroting en het College machtigt om er de modaliteiten van te bepalen.

§ 3. De toekenning wordt gebaseerd op een eenzijdige akte van de Brusselse Franstalige Entiteit of van de gesubsidieerde publiekrechtelijke rechtspersoon zonder dat de begunstigde ertoe wordt gehouden die te aanvaarden of de aanwending ervan te verantwoorden.

§ 4. De terugbetaling van een prijs kan enkel worden geëist als de begunstigde bedrieglijke informatie heeft verstrekt of de toepasbare wettelijke bepalingen heeft geschonden.

**Art. 96.** § 1. De ontvangst van een gift of legaat kan enkel geschieden bij besluit van het College.

§ 2. De toekenning van een gift en de verzaking aan een gift of legaat kan enkel geschieden bij decreet.

#### TITEL VIII. — *Vervreemding van de goederen*

**Art. 97.** § 1. Onverminderd de toepassing van de bijzondere wettelijke bepalingen, moeten de roerende of onroerende goederen die eigendom zijn van de Franse Gemeenschapscommissie of van een administratieve openbare instelling die niet opnieuw kunnen worden gebruikt en die kunnen worden verkocht, moeten worden vervreemd tegen betaling.

§ 2. Met inachtneming van de wettelijk voorgeschreven vormen, bepaalt het College de procedure die moet worden gevolgd voor de toepassing van § 1.

**Art. 98.** De activa die in de algemene boekhouding volledig afgeschreven zijn blijven, met een waarde gelijk aan nul, voorkomen in de inventaris bedoeld in artikel 33, zolang ze nog nuttig bestemd blijven voor de activiteiten van algemeen nut of van openbare dienst.

**Art. 99.** Een verslag over de verkoop of eventuele andere vervreemdingen van de roerende en onroerende goederen, gerealiseerd in uitvoering van artikel 97 in de loop van het begrotingsjaar, en over de nog te realiseren verkoop of eventuele andere vervreemdingen aan het eind van het begrotingsjaar, wordt jaarlijks opgenomen in een specifieke bijlage bij de jaarrekeningen.

#### TITEL IX. — *Specifieke bepalingen van toepassing op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie*

**Art. 100.** Iedere administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie is onderworpen aan de begrotings- en boekhoudkundige regels van toepassing op de diensten van het College, mits de volgende aanpassingen worden doorgevoerd zoals is bepaald in de artikelen 101 tot 105.

**Art. 101.** Iedere administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie maakt jaarlijks een begroting op van de ontvangsten en de uitgaven, verdeeld in basisallocaties volgens de economische classificatie. Deze wordt overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten, zoals is bepaald in de omzendbrief betreffende de begrotingsopmaak, met inachtnaam van een kalender vastgesteld naargelang de begroting van de Brusselse Franstalige Entiteit.

Zij omvat het geheel van de ontvangsten en uitgaven zoals bepaald in artikel 4, verdeeld in begrotingsartikelen volgens de economische classificatie.

In voorkomend geval zijn de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie onderworpen aan het decreet dat provisionele kredieten opent zoals bedoeld in artikel 23.

**Art. 102.** De uitgavenkredieten zijn limitatief, maar kunnen worden herverdeeld volgens de modaliteiten die zijn vastgesteld door het College.

De uitbetalingen kunnen niet leiden tot een overschrijding van de beschikbare thesaurie.

Aan het eind van het begrotingsjaar vervallen de vastleggings- en de vereffeningskredieten.

**Art. 103.** De functies van ordonnateur en rekenplichtige zijn onderworpen aan dezelfde regels als is bedoeld in artikel 42.

Het College organiseert een controle van de vastleggingen en vereffeningen volgens dezelfde modaliteiten als is bedoeld in de artikelen 75, 76 en 77.

**Art. 104.** De aan het eind van het boekjaar beschikbare thesaurie kan worden aangewend vanaf het begin van het volgende jaar.

**Art. 105.** De jaarrekening, jaarlijks opgemaakt op 31 december, bevat minstens de uitvoeringsrekening van de begroting, de balans, de resultatenrekening en een gedetailleerde staat van de uitstaande bedragen per begrotingsartikel.

De jaarrekening van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie wordt goedgekeurd door het College en verzonden overeenkomstig de bepalingen voorzien in artikel 68.

#### TITEL X. — *Specifieke bepalingen van toepassing op administratieve openbare instellingen*

**Art. 106.** § 1. Elke administratieve openbare instelling maakt jaarlijks een begroting op van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig artikel 4 en volgens de modaliteiten die moeten worden vastgesteld door het College.

§ 2. De begroting van de administratieve openbare instellingen kan voorzien dat, voor de uitgaven die zij aanwijst, de kredieten ten belope waarvan de bedragen kunnen worden vereffend niet limitatief zijn.

§ 3. Het ontwerp van begroting van elke administratieve openbare instelling met ministerieel beheer (categorie A) wordt opgemaakt door het College en ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad overeenkomstig de bepalingen voorzien in artikel 12.

§ 4. De goedkeuring door de Raad van de begroting van een administratieve openbare instelling met ministerieel beheer (categorie A) wordt verkregen door het stemmen van de bepalingen die er betrekking op hebben in het decreet houdende de algemene begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

§ 5. Het begrotingsontwerp van elke administratieve openbare instelling met autonoom beheer (categorie B) wordt opgesteld door het beheersorgaan en goedgekeurd door het College. Het wordt aan de Raad meegedeeld en als bijlage gevoegd bij de algemene begroting van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 107.** Indien een administratieve openbare instelling niet tijdig haar ontwerpbegroting heeft overgemaakt, dan worden de eventuele stortingen van de tussenkomsten van de diensten van het College voor die instelling geblokkeerd, volgens door het College vast te stellen modaliteiten.

**Art. 108.** Indien op de eerste dag van het begrotingsjaar geen goedkeuring is gegeven, belet dit niet de aanwending van kredieten die op het ontwerp van begroting van de administratieve openbare diensten zijn geplaatst, tenzij het principieel nieuwe uitgaven betreft waartoe geen machtiging is verleend bij de begroting van het vorige jaar.

**Art. 109.** § 1. De overdrachten en overschrijdingen van limitatieve kredieten ten laste van de begroting van de administratieve openbare instellingen, moeten aan het College worden meegedeeld volgens de door het College vastgestelde modaliteiten.

§ 2. Indien de kredietoverschrijdingen een hogere tussenkomst van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen meebrengen dan wat voorzien is in de algemene uitgavenbegroting, moeten deze vooraf worden goedgekeurd door de temming van een overeenkomstig krediet in de algemene uitgavenbegroting.

**Art. 110.** Iedere administratieve openbare instelling legt om de 6 maanden aan het College periodieke toestandopgaven van de uitvoering van haar begroting voor, evenals een jaarverslag. De instelling verstrekt aan het College alle andere inlichtingen die haar worden gevraagd.

**Art. 111.** § 1. De administratieve openbare instellingen voeren hun algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden.

De inhoud, termijnen en modaliteiten voor het overmaken van de rekeningen worden vastgesteld door het College.

§ 2. De algemene rekening van elke administratieve openbare instelling met ministerieel beheer wordt opgemaakt door het College.

De algemene rekening van elke administratieve openbare instelling met autonoom beheer wordt opgemaakt door haar beheersorgaan en ter goedkeuring voorgelegd aan het College.

Het College legt de goedgekeurde rekening onverwijld voor aan de controle van het Rekenhof.

§ 3. Het Rekenhof stelt de algemene rekening van de instelling vast. Het stuurt zijn opmerkingen naar de Raad als bijlage bij de algemene rekening.

§ 4. De jaarrekeningen van de instellingen worden geconsolideerd met de jaarrekening van de diensten van het College.

**TITEL XI. — Bepalingen betreffende de verjaring**

**Art. 112.** § 1. Overeenkomstig artikel 15 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 en onverminderd § 2, zijn de verjaringregels van het gemeen recht van toepassing op de Brusselse Franstalige Entiteit.

§ 2. Overeenkomstig artikel 16 van de voornoemde wet van 16 mei 2003, zijn inzake salarissen en voorschotten daarop, evenals inzake vergoedingen, toelagen of uitkeringen die een toebehoren van de salarissen vormen of ermee gelijkstaan, de door de Brusselse Franstalige Entiteit ten onrechte uitbetaalde sommen voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen, als de terugbetaling daarvan niet is gevraagd binnen een termijn van maximaal vijf jaar te rekenen vanaf de eerste januari van het jaar van betaling,

§ 3. Om geldig te zijn moet deze vraag tot terugbetaling ter kennis van de schuldenaar worden gebracht per bij de post aangetekende brief met vermelding van :

1) het totale bedrag van de teruggevraagde som met, per jaar, de opgave van de ten onrechte uitgevoerde betalingen;

2) de bepalingen in strijd waarmee de betalingen zijn gedaan.

Te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief bij de post, kan het onverschuldigde bedrag worden teruggevorderd gedurende de termijn die in het algemeen recht is voorzien voor de verjaring van de persoonlijke acties.

§ 4. De in § 2 vastgestelde termijn wordt verlengd tot tien jaar wanneer de onverschuldigde sommen zijn verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of bewust onvolledige verklaringen.

**TITEL XII. — Overgangs- en slotbepalingen****HOOFDSTUK I. — Overgangsbepalingen**

**Art. 113.** Aan de bepalingen van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit blijven onderworpen :

1° de uitvoering van de begroting die werd goedgekeurd vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet en aanpassingen van die begroting;

2° het opmaken van de algemene rekeningen en de rekeningen van de rekenplichtigen betreffende de begrotingsjaren voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met inbegrip van deze die voortvloeien uit het geval bedoeld in 1°.

**Art. 114.** De uitgaven die ten laste van de niet-gesplitste kredieten vastgelegd zijn en die op 31 december van het jaar van inwerkingtreding van dit decreet nog te ordonnanceren zijn, worden van ambtswege vereffend ten laste van de vereffeningskredieten van het volgende jaar, uiterlijk op 31 december van dat jaar.

**Art. 115.** De diensten van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan het beheer krachtens een bijzondere wet of een bijzonder decreet is gescheiden van dat van de diensten van de algemene administratie, worden beschouwd als "administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie" in de zin van dit decreet.

**HOOFDSTUK II. — Slotbepalingen**

**Art. 116.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2015.

Het College kan beslissen dat sommige bepalingen op een latere datum, maar uiterlijk op 1 januari 2017, in werking treden.

Brussel, 10 april 2014.

De voorzitter,

De secretaris,

De griffier,

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het Decreet houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen

Brussel, 24 april 2014.

Chr. DOULKERIDIS,  
Minister-President van het College.

R. VERVOORT,  
Lid van het College.  
Mevr. E. HUYTEBROECK,  
Lid van het College.

MADRANE,  
Lid van het College.  
Mevr. C. FREMAULT,  
Lid van het College.